

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
INSTALLE LE NOUVEAU WALI
DE TIPASA

«**Priorité à
l'amélioration des
conditions de vie
des citoyens**»

P 16

INVESTISSEMENT PUBLIC

Près de 6000 milliards de DA pour 267 projets

Des investissements colossaux sont consacrés par l'Etat pour la poursuite du développement socioéconomique du pays. Selon les chiffres du ministre des Finances, le total des investissements consacrés par le Trésor sous forme de prêts au profit des différents organismes publics avaient atteint près de 6000 milliards de DA (5 969 milliards). P 3



AADL 3

Les instructions du ministre de l'Habitat

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a souligné à Alger la nécessité d'élaborer des plans d'aménagement des pôles urbains qui seront bâtis dans le cadre de l'AADL 3, selon une nouvelle vision à même d'améliorer le cadre de vie de la population.

P 2

FONCIER AGRICOLE

10.000 ha proposés aux investisseurs à Naâma



Une superficie de 10.000 hectares a été destinée, dans la wilaya de Naâma, à l'investissement agricole dans le cadre de la concession, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Office national des terres agricoles (ONTA).

P 3

PRISE EN CHARGE DES MALADIES RARES

46 % du budget de la PCH y est consacré



L'Algérie occupe une place prépondérante dans la lutte contre les maladies rares. Ainsi, les pouvoirs publics affirment ne lésiner sur aucun moyen pour la prise en charge des personnes atteintes. Si les maladies rares constituent un défi majeur, les autorités réitèrent leur volonté de poursuivre les efforts engagés et de veiller au bien-être des malades. C'est dans cet esprit que le ministre de la Santé a indiqué que 46 % du budget de la Pharmacie Centrale des Hôpitaux (PCH) y est consacré.

P 5

MICRO-ENTREPRISES

L'ANGEM
présente au salon
Tasshiil 2024 P 2

FAO

**Les prix alimentaires
mondiaux augmentent
en octobre** P 4

ARTISANAT

**1,18 million
d'emplois créés** P 5

DES JOURNÉES PORTES
OUVERTURES SERONT
ORGANISÉES À PARTIR
D'AUJOURD'HUI AU NIVEAU
DES UNIVERSITÉS

L'ABEF sensibilise les étudiants sur l'épargne

L'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF) organise, du 10 au 13 novembre, au niveau des universités et des écoles supérieures à travers le pays, des journées portes ouvertes dédiées à l'éducation financière, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'épargne, a indiqué l'association dans un communiqué. Cette initiative, qui interviendra en collaboration avec les banques de la place, a pour objectif «d'inculquer, à la population algérienne, une culture financière pour promouvoir une inclusion financière élargie et ambitieuse», a fait savoir la même source.

A ce titre, les professionnels des banques éclaireront et informeront sur les pratiques bancaires en Algérie. Selon l'ABEF, cette action s'inscrit dans le cadre du programme national d'éducation financière (PNEF), à travers lequel seront lancées plusieurs activités, de manière permanente, sur l'éducation financière. L'objectif de ces journées portes ouvertes sera d'informer sur les moyens de paiement électronique et de communiquer sur l'importance de la bancarisation des jeunes, «qui seront les clients des banques de demain».

A travers cette action, l'ABEF vise à permettre aux jeunes un accès «aisé et simplifié» aux produits et services bancaires numériques tels que le compte bancaire, son utilisation et ses avantages, les produits et services adossés au compte bancaire, les moyens de paiement électroniques ainsi que les produits et services bancaires numériques en Algérie.

AADL 3

Les instructions du ministre de l'Habitat

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a souligné à Alger la nécessité d'élaborer des plans d'aménagement des pôles urbains qui seront bâtis dans le cadre de l'AADL 3, selon une nouvelle vision à même d'améliorer le cadre de vie de la population.

Synthèse S R.

Il a tenu ces propos lors d'une séance de travail au siège de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL), en présence du Directeur général de l'AADL et de ses cadres, en sus des directeurs de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction des wilayas d'Alger, Boumerdes, Blida et Tipasa. En effet, lors de cette réunion, il a été notamment évoqué le dossier de l'AADL 3 dans les wilayas d'Alger, Boumerdes, Blida et Tipasa ainsi que le volet relatif à la mise à disposition des assiettes foncières pour ces logements et l'examen des plans d'aménagement proposés, impliquant notamment la réalisation d'espaces réservés aux activités sportives et culturelles en vue de renforcer la vie sociale, selon la même source. Dans ce cadre, le ministre a ordonné l'élaboration de plans avec une vision prospective qui repose sur une étude

scientifique, visant à équiper les pôles urbains de toutes les infrastructures publiques nécessaires, à répartir les espaces disponibles de manière à créer de nouveaux domaines, et à définir les différents lieux d'activités de sorte à assurer le confort des habitants et à faciliter leur accès aux services, à même d'augmenter l'attractivité des quartiers résidentiels et d'assurer la durabilité.

Cette complémentarité de la technologie et de la recherche scientifique offre une approche novatrice et avancée pour les projets de logements AADL 3, garantissant un environnement de vie intégré qui améliore la qualité de vie des souscripteurs de ce programme. Le ministre a ordonné aux directeurs de formuler quatre propositions pour les plans d'aménagement en définissant la capacité d'accueil des logements, et de réaliser une étude sur la nature du sol. Une compréhension approfondie de la situation du sol permettra de déterminer le niveau de profondeur requis pour les

fondations et la compatibilité des bâtiments avec l'étude réalisée. Les modalités de raccordement des pôles aux différents réseaux tels que le gaz, l'électricité, les réseaux d'assainissement et d'eau, avec l'impératif de coordonner avec les autorités locales pour déterminer les lieux de dépôt des terres excavées sans entraver la rapidité de l'exécution des projets, ont également été évoquées. A l'occasion, les deux bureaux d'études, à savoir le "Centre national d'études et de recherches intégrées du bâtiment (CNERB)" et le "bureau d'études et de réalisation urbaine (URBOR), - Blida -", ont présenté deux études cohérentes qui s'alignent sur la vision future du projet AADL3, a ajouté le communiqué. Un exposé sur les enveloppes financières estimatives pour les différents projets d'aménagement proposés, avec l'élaboration d'un plan pour surmonter tout obstacle à la réalisation des travaux, a été présenté.

MICRO-ENTREPRISES

L'ANGEM présente au salon Tasshiil 2024

L'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) participe à la première édition du Salon national du crédit, du leasing et de l'investissement Tasshiil 2024, qui se tient actuellement au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec une gamme de services financiers, notamment dans le domaine de la création de micro-entreprises, a indiqué samedi un communiqué

de l'agence. L'ANGEM a précisé que sa participation à cet événement (7-10 novembre 2024) visait à "informer les porteurs d'idées sur les opportunités qu'elle offre dans le domaine de la création de micro-entreprises, en mettant en avant ses services financiers et non financiers, dont les microcrédits sans intérêt, l'accompagnement et la formation dans divers domaines liés à la création et à la

bonne gestion de ces entreprises". L'agence expose au niveau du pavillon Saoura dédié à la présentation du dispositif du microcrédit, en tant que mécanisme d'accompagnement et de financement des micro-entreprises, où les cadres de l'agence fournissent des explications détaillées aux visiteurs et aux porteurs de projets sur les modalités et les conditions d'accès aux services financiers et

non financiers proposés par le dispositif du microcrédit pour la création de micro-entreprises, selon la même source. L'ANGEM "encourage les visiteurs, notamment les jeunes, à créer leurs propres microprojets générateurs de revenus afin de garantir leur autonomie et leur intégration socioéconomique", a ajouté le communiqué.

R E.

ENVIRONNEMENT

Vers un contrôle renforcé des carrières

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, a affirmé, jeudi à l'Assemblée populaire nationale (APN), que ses services veillaient à assurer la conformité des carrières opérant sur le territoire national, aux normes environnementales, à travers l'intensification des opérations de contrôles. Lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, tenue sous la présidence du vice-président de l'APN, Souleyman Zerkani, en présence de la ministre des Relations avec le Parle-

ment, Bisma Azouar, et de membres du Gouvernement, Mme Dahleb a fait savoir que les directions de l'environnement des wilayas, multiplieraient leurs visites sur terrain pour contrôler et inspecter les carrières, en vue de faire respecter les normes et prendre les mesures nécessaires pour la préservation de l'environnement et de la santé des citoyens. Elle a rappelé, dans ce cadre, que les directions de l'environnement avaient effectué, dans le cadre des commissions de wilaya chargé du contrôle des entreprises classées ou dans le cadre des commissions mixtes

en collaboration avec les services concernés, notamment l'Agence nationale des activités minières (ANAM), la direction de l'énergie et des mines, la Gendarmerie nationale et les APC, des opérations de contrôle des carrières afin de s'enquérir des impacts négatifs engendrés par leurs activités. Les dites commissions avaient émis une série de recommandations inspectées dont l'arrosage régulier des carrières et des chemins adjacents, l'implantation des arbres à l'intérieur comme à l'extérieur des carrières, a fait savoir la ministre. Il a été recommandé également l'ouver-

ture des issues spéciales au niveau des autoroutes au vu du trafic intense des camions générant la poussière. S'agissant du projet de la nouvelle loi relative à la gestion des déchets ménagers, la ministre a fait savoir qu'il serait prochainement présenté devant le parlement. Elle a, à cet égard, indiqué que la loi en vigueur, remontant à 24 ans, ne répondait, désormais, plus à la réalité environnementale, affirmant que le nouveau texte de loi, définissait les déchets comme matières premières valorisables, devant être exploités dans le cadre de l'économie circulaire.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005

001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INVESTISSEMENT PUBLIC

Près de 6000 milliards de DA pour 267 projets

Des investissements colossaux sont consacrés par l'Etat pour la poursuite du développement socioéconomique du pays. Selon les chiffres du ministre des Finances, le total des investissements consacrés par le Trésor sous forme de prêts au profit des différents organismes publics avaient atteint près de 6000 milliards de DA (5 969 milliards).

Par Sirine R.

Ils sont destinés principalement au financement de 267 projets répartis sur 11 secteurs économiques, ayant bénéficié principalement à la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), à l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT), à l'Algérienne des Autoroutes (ADA), aux sociétés de transports, au Métro d'Alger, à Sonelgaz et aux stations de dessalement de l'eau de mer. Des investissements qui témoignent sur la volonté de l'Etat à l'amélioration des conditions de vie des citoyens, tout en dynamisant l'économie nationale à travers la création d'emploi et de la valeur ajoutée. Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence de membres du Gouvernement, laquelle a été consacrée aux interrogations des députés sur le PLF-2025, le ministre Laaziz Faïd a précisé que la réévaluation des projets représente 16% des dépenses d'investissement prévus pour l'année prochaine de l'ordre de 361,81 milliards de dinars, alors que les affectations consacrées au nouveau programme représentent 84%, a-t-il ajouté. Le ministre a précisé que le montant de la réévaluation «ne représente que 3,8% du programme en cours de réalisation estimé à 9.340,5 milliards de dinars au 31 décembre 2022».

En réponse à une question sur le taux de consommation des affectations financières mobilisées au titre du budget de 2024, Faïd a affirmé que les dépenses du budget lors du premier semestre de l'année en cours avait significativement augmenté de 5.150 milliards de DA à la fin juin 2023 à 6.946 milliards de dinars à la fin juin dernier, soit une augmentation de 34%. Quant au déficit global du Trésor, le ministre a précisé que le Gouvernement œuvrait à diminuer le déficit à travers une orientation meilleure des subventions et la diversification des sources des revenus par l'élargissement de l'assiette fiscale en opérant des réformes à même de rendre le système fiscal plus «équitable et inclusif» outre, la lutte contre l'évasion fiscale et le renforcement du recouvrement fiscal grâce à la numérisation.

500 milliards da pour le Fonds de régulation des recettes d'ici fin 2024

Faïd a fait savoir que le déficit réel du solde global du Trésor diffère du déficit prévisionnel prévu dans le PLF, car a-t-il dit, «le niveau de la mise en œuvre des dépenses est souvent en deçà des dépenses prévues», relevant que l'Algérie recourait aux ressources disponibles dans le fonds de régulation des recettes (FRR) ainsi qu'aux ressources disponibles à travers la dette publique pour couvrir le déficit budgétaire. Il

a, dans ce cadre, indiqué que le solde du FRR avait atteint, fin 2023, 3.686 milliards da et «qu'il devrait enregistrer, fin 2024, des revenus supplémentaires s'élevant à près de 500 milliards de dinar». Aussi, il a abordé l'impact du soutien de l'Etat aux entreprises publiques, confrontées à des difficultés financières, indiquant que le Conseil des participations de l'Etat (CPE) avait «donner des instructions pour élaborer un plan de redressement pour chaque entreprise». Pour ce qui est du développement du e-paiement, le ministre a révélé que le nombre des cartes bancaires en circulation au 31 octobre 2024, avait dépassé 19 millions de cartes, dont plus de 14 millions de cartes d'Algérie Poste, tandis que le nombre des guichets automatiques s'est élevé à 3.896 guichets. Le nombre des terminaux de paiement électronique s'est élevé à 58.194 ayant permis d'effectuer plus de 489.000 opérations, d'une valeur globale de 4 Mds DA, tandis que le nombre des web-marchands s'est élevé à 510 commerçants, avec une valeur de paiement par téléphone atteignant environ 27 milliards da, ajoute le ministre. En vue de renforcer cette activité, le Trésor public a créé un système dédié au traitement et à l'orientation des flux financiers liés au paiement électronique par carte, dans l'objectif de recouvrer les recettes publiques. 1.871 points de vente électronique ont été déployés au 14 octobre écoulé, rappelle le ministre.

FONCIER AGRICOLE 10.000 ha proposés aux investisseurs à Naâma

Une superficie de 10.000 hectares a été destinée, dans la wilaya de Naâma, à l'investissement agricole dans le cadre de la concession, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Office national des terres agricoles (ONTA). Ces terres ont été allouées dans le cadre du programme de mise en valeur agricole par concession, conformément au décret exécutif 21-432 modifié et complété, qui définit les conditions et modalités d'attribution des terres relevant des domaines pour la mise en valeur par la concession, a précisé le directeur de wilaya de ONTA, Mohamed Chaïb Hidjazi. Situées dans le périmètre agricole "Oued El Harmel" (commune de Kasdir), ces terres ont été attribuées après achèvement de toutes les études techniques, économiques et analyse de la nature du sol, du climat, de la disponibilité de ressources hydriques et des types de cultures adaptées à cette région. Les inscriptions via la plateforme numérique de l'ONTA s'étalent du 20 octobre au 19 novembre 2024, pour les investisseurs souhaitant acquérir ces terres agricoles. La superficie attribuée à chaque investisseur sera comprise entre 500 et 1.000 hectares, et destinée à la culture du blé dur, de l'orge, du tournesol et du maïs. Une commission régionale d'expertise et d'évaluation technique procédera à l'examen et à l'évaluation des projets. Les listes des investisseurs bénéficiaires seront publiées après étude, prenant en compte la capacité financière des investisseurs et les délais de réalisation de leurs projets agricoles. Parallèlement, les investisseurs bénéficieront d'un accompagnement de la part des différents services concernés, a-t-on fait savoir. L'Office national des terres agricoles a attribué, cette année, une superficie de 13.307 hectares répartis sur plusieurs périmètres agricoles dans la wilaya de Naâma. Les bénéficiaires ont déjà l'exploitation de ces terres, a-t-on rappelé.

R.E.

EMISSION DE SUKUK SOUVERAINS

Recourir à l'expérience de la BID pour réussir l'opération

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a révélé, que son département ministériel avait bénéficié de l'assistance de la Banque islamique de développement (BID) pour créer un environnement favorable à l'émission des "sukuk souverains", et au développement de l'industrie

financière islamique en Algérie. Il a précisé que "le ministère des Finances a bénéficié d'une assistance technique et de conseils de la BID, pour créer un environnement favorable au développement des opérations de l'industrie financière islamique en Algérie, et lancer un pre-

mier projet d'émission de sukuk souverains, afin de répondre aux besoins des investisseurs, quels que soient leurs profils". Le ministre a indiqué, dans ce cadre, que pour encourager la demande de titres financiers, le ministère des Finances, en coordination

avec la BID, a commencé à mettre en place un cadre juridique et réglementaire pour les sukuk souverains conformes aux principes de la charia islamique. Selon M. Faïd, ce type de sukuk contribuera à capter les fonds thé-saurisés et à attirer un plus large

éventail d'investisseurs, y compris ceux du marché de obligations du Trésor, en vue de financer des projets structurels et d'infrastructures, sans recourir à une augmentation de la dette conventionnelle, ni à une hausse de son coût, ni même à une modification de l'assiette fiscale.

ALGÉRIE-ITALIE

Le 5^e sommet intergouvernemental aura lieu à Rome début 2025

Synthèse S R.

L'ambassadeur d'Algérie en Italie, Mohamed Khelifi a annoncé que le 5^e sommet intergouvernemental algéro-italien aura lieu à Rome début 2025. Dans un entretien accordé à l'agence italienne « Nova News », en marge de la célébration du 70^e anniversaire du déclenchement de la Révolution algérienne de libération, le diplomate a indiqué que les relations bilatérales entre l'Italie et l'Algérie pourraient franchir une nouvelle étape avec le prochain sommet intergouvernemental prévu à Rome début 2025. En effet, le sommet du début 2025 sera, dit-il, l'occasion d'intensifier encore la collaboration entre les deux pays et de jeter les bases de nouveaux investissements et échanges commerciaux. « L'Italie et l'Algérie travaillent ensemble pour construire un avenir commun de prospé-

rité et de sécurité », a souligné le diplomate algérien. Le 4^e sommet, tenu à Alger juillet 2002, a été couronné par la signature d'importants accords dans plusieurs domaines, outre la Déclaration conjointe qui a institué une nouvelle étape dans la coopération bilatérale et dessiné les contours des relations entre deux pays, soucieux de consolider leurs liens historiques profonds. Rappelant que la coopération entre les deux pays est ancienne et basée sur le respect mutuel, Mohamed Khelifi a ajouté qu'«au cours des trois dernières années, les relations entre l'Algérie et l'Italie ont fait un bond en qualité, avec les visites d'État du président Sergio Mattarella en Algérie en 2021 et le président Tebboune en Italie en 2022, outre la récente visite de la Première ministre, Giorgia Meloni, à Alger en 2023 ». Des visites ayant ouvert la voie

à des projets concrets, notamment des investissements dans le secteur agricole grâce à une collaboration avec Bf Spa, l'une des principales entreprises agricoles italiennes. Dans ce cadre, le diplomate a affirmé que « l'Algérie est prête à soutenir les partenaires italiens intéressés à investir, en leur offrant un contexte favorable et de nombreuses incitations » soulignant le potentiel économique de l'Algérie, hors hydrocarbures». Questionné sur la réélection du président de la République Abdelmadjid Tebboune à un second mandat, le diplomate a affirmé que le chef de l'État est déterminé à poursuivre un ambitieux programme de réformes économiques et sociales, visant à moderniser le pays et à renforcer la gouvernance. « Notre président s'engage à promouvoir des mesures concrètes pour améliorer le climat des affaires et la réglementation en faveur de la diversification

économique », a expliqué Mohamed Khelifi, soulignant que ces initiatives visent à encourager les investissements et les exportations. Dans la foulée, le diplomate a révélé l'intérêt croissant des partenaires étrangers et des entreprises italiennes pour le marché algérien, tant le nouveau code d'investissement est jugé particulièrement attractif. Il a invité les investisseurs italiens à profiter des excellentes relations bilatérales et du climat des affaires favorable en Algérie, qui « est le meilleur de la région ». Un marché offrant « des prix de l'énergie compétitifs, une main d'œuvre qualifiée et pratique, et un emplacement stratégique ». « De nombreuses entreprises italiennes souhaitent investir en Algérie, non seulement dans le secteur automobile, mais aussi dans d'autres domaines comme l'agriculture, l'exploitation minière et l'industrie chimique », a-t-il conclu.

PROTECTION DE L'ENFANCE

Les efforts de l'Algérie présentés à Bogota

La Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Chorfi, a présenté lors de la Conférence ministérielle mondiale sur "l'élimination de la violence à l'égard des enfants", tenue à Bogota, en Colombie, les efforts déployés par l'Algérie en matière de protection de l'enfance, a indiqué vendredi un communiqué de l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance (ONPPE). Lors de cette conférence dont les travaux ont été ouverts jeudi, "Mme Chorfi a présenté un exposé sur les efforts de l'Etat algérien et les futures perspectives en matière de protection de l'enfance, lesquels interviennent en application du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en vue de promouvoir les droits de l'enfant, conformément aux engagements internationaux et nationaux pertinents", précise la même source. A cette occasion, "la Déléguée nationale à la protection de l'enfance a appelé la communauté internationale à soutenir les enfants palestiniens subissant une violence atroce et un génocide collectif", ajoute le communiqué. Cette conférence de deux jours a vu la participation de plusieurs personnalités, ministres et responsables d'instances onusiennes et d'organisations non-gouvernementales (ONG) à travers le monde.

L'USTHB abrite la finale de la Coupe d'Algérie de robotique

L'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB) d'Alger a abrité la finale de la 3e édition de la Coupe d'Algérie de robotique, organisée sous le signe "Pollution marine", a indiqué vendredi un communiqué de l'USTHB. Le premier prix de cette édition, organisée par le club scientifique "Celec" en collaboration avec la Faculté de Génie électrique, a été remporté par l'équipe "Ilyes" de l'USTHB, suivi de l'équipe "Thunders" de l'école nationale polytechnique, et de l'équipe "Nabtakir" de la wilaya de Ghardaia. Le président du club scientifique, Moncef Zakaria Belaid, a insisté sur l'importance du thème de ce concours scientifique, avant de présenter des explications exhaustives sur le fonctionnement des robots spécialement conçus pour la collecte des déchets marins. Pour sa part, le doyen de la Faculté de Génie électrique, Kamel Boudjit, a estimé que ce concours était "une opportunité pour encourager les jeunes algériens à l'innovation dans le domaine de la technologie et des robots".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	0,00	-0,85	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 291,00	NC	0,00	0,02	-0,58	6,87	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2240,00	-0,44	-1,60	-2,07	11,78	5,58	1933	4 329 920,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	-0,95	-5,48	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	0,00	-14,94	2,03	-	1250	506 250,00

FAO

Les prix alimentaires mondiaux augmentent en octobre

La hausse des prix des huiles végétales a entraîné la hausse de la plupart des produits alimentaires de première nécessité, a annoncé l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), avant-hier vendredi. L'indice des prix alimentaires, qui suit les prix des produits alimentaires les plus échangés dans le monde, a augmenté de 2 % pour atteindre 127,4 points en octobre 2024, contre 124,9 points en septembre, selon un rapport publié par la FAO. Les données montrent que l'indice a augmenté de 5,5 % par rapport à la même période de 2023 et a atteint son plus haut niveau depuis avril 2023, bien qu'il soit inférieur de 20,5 % à son niveau record

de 160,2 points atteint en mars 2022, après le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne. L'indice suit les prix de 5 catégories d'aliments : les produits alimentaires, les céréales, les huiles végétales, les produits laitiers, ainsi que la viande. « Toutes les catégories d'aliments ont vu leurs prix augmenter, à l'exception de la viande. Les prix des huiles végétales ont augmenté de plus de 7 % en raison des inquiétudes concernant la production de l'huile de palme », selon la FAO. Les prix des céréales ont eux augmenté de 0,8 % par rapport à septembre. Les prix du blé ont augmenté après la fixation par la Russie d'un prix minimum pour l'exportation de cette

denrée. Les prix des produits laitiers ont quant à eux subi une augmentation d'environ 2 %, expliquée par une demande accrue sur le fromage et le beurre dans un contexte de restriction de l'offre, tandis que les prix de la viande, volailles compris, ont baissé de 0,3 %. Dans un autre rapport sur les céréales, la FAO a réduit ses prévisions de production mondiale en 2024 à 2,848 milliards de tonnes, contre 2,853 milliards de tonnes un mois plus tôt. Cette révision s'est traduite par des perspectives de production en baisse de 0,4 % par rapport à l'année passée, mais toujours au deuxième niveau le plus élevé jamais enregistré.

COP29

L'ONU appelle à intensifier, en urgence, les efforts d'adaptation au changement climatique

Les nations doivent de toute urgence, intensifier leurs efforts d'adaptation au changement climatique en commençant par s'engager à augmenter le financement de l'adaptation lors du prochain Sommet sur le climat, la COP29, a averti jeudi le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). "Les populations, leurs moyens de subsistance et la nature dont elles dépendent sont réellement menacés par les conséquences du changement climatique. Si nous n'agissons pas, c'est un aperçu de ce que nous réserve

l'avenir et la raison pour laquelle il n'y a tout simplement aucune excuse pour que le monde ne prenne pas au sérieux l'adaptation, dès maintenant", a indiqué la Directrice exécutive du PNUE, Inger Andersen. "Le changement climatique dévaste déjà les communautés du monde entier, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables. Des tempêtes violentes aplatissent les maisons, des incendies anéantissent les forêts, et la dégradation des terres et la sécheresse dégradent les paysages", a-t-elle ajouté. Dans son Rapport sur l'écart

d'adaptation 2024 : contre vents et marées (Adaptation Gap Report 2024), le PNUE prévient que les communautés vulnérables subissent déjà le poids des impacts du changement climatique à travers les conditions météorologiques extrêmes et les catastrophes. Il indique par ailleurs, que sans action immédiate, le monde dépassera probablement bientôt 1,5 C de réchauffement et pourrait même atteindre une augmentation catastrophique de 2,6 à 3,1 C par rapport aux niveaux préindustriels d'ici la fin du siècle.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 06 نوفمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 06 novembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		دج / كلف			
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	92	113	70	البطاطا
	Tomate	181	201	162	الطماطم
	Oignon sec	50	57	43	البصل الجاف
	Ail sec	431	494	369	الثوم الجاف
	Carotte	82	91	72	الجزر
	Navet	94	106	82	لفت
	Poivron	130	147	113	الفلفل الأخضر
	Piment	143	162	124	الفلفل الحار
	Courgette	135	150	120	الكوسة
	Haricot vert	170	187	153	الفاصولياء الخضراء
Laitue	116	132	101	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	348	456	240	التفاح المحلي
	Datte	504	643	365	التمر
	Poire	415	509	320	الأجاص
	Raisin	211	251	171	العنب
	Grenade	136	166	107	الرمان
	Banane	389	405	373	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1786	1925	1647	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	430	442	418	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	91	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

PRISE EN CHARGE DES MALADIES RARES

46 % du budget de la PCH y est consacré

L'Algérie occupe une place prépondérante dans la lutte contre les maladies rares. Ainsi, les pouvoirs publics affirment ne lésiner sur aucun moyen pour la prise en charge des personnes atteintes. Si les maladies rares constituent un défi majeur, les autorités réitèrent leur volonté de poursuivre les efforts engagés et de veiller au bien-être des malades. C'est dans cet esprit que le ministre de la Santé a indiqué que 46 % du budget de la Pharmacie Centrale des Hôpitaux (PCH) y est consacré.

Par Reda Hadi

Lors de l'ouverture du 2e congrès national de la Société algérienne des maladies respiratoires, le ministre de la Santé a affirmé que « les maladies rares constituent un défi majeur auquel son secteur est confronté », et a appelé l'ensemble des professeurs, toutes spécialités médicales confondues, à dynamiser la recherche au sein des établissements hospitaliers pour ouvrir des perspectives permettant de traiter de nombreuses problématiques et d'être en phase avec les avancées dans ce domaine. Dans une précédente déclaration, le ministre a annoncé la mise en place d'un plan national de prise en charge des maladies rares, soulignant la détermination des pouvoirs publics à intégrer toutes les solutions innovantes. Il est à noter que 109 maladies rares ont été répertoriées en Algérie. Parmi les nouvelles maladies répertoriées figurent celles liées aux maladies endocriniennes, respiratoires et auto-immunes. Dans son allocution, le ministre de la Santé a demandé aux professeurs d'élaborer une feuille de route visant à apporter une nouvelle vision à la stratégie nationale en vigueur. Il a souli-

gné que des efforts doivent être déployés pour améliorer la prise en charge des soins et la recherche scientifique, insistant sur la mise en place de centres de référence et de réseaux de soins au niveau national et régional.

Une plateforme de données pour les maladies rares

À cet égard, le ministre a affirmé que son secteur accordait « un intérêt majeur à la recherche scientifique et aux rencontres qui y sont associées », soulignant l'importance de la recherche scientifique et de la création d'unités de recherche au sein des différents services sanitaires, en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Dans cette optique, et pour une meilleure compréhension de ces maladies, il incombe aux professeurs et aux chercheurs d'avoir une vision commune sur la prise en charge des maladies rares et l'actualisation de la stratégie nationale. D'ailleurs, cette stratégie, mise en œuvre depuis un an, repose sur plusieurs axes, dont le diagnostic précoce, la mise en place d'une plateforme pour les

données médicales sur les maladies rares, l'accompagnement psychologique des malades, le renforcement de la recherche scientifique et enfin l'implication des associations activant dans ce domaine, outre le développement de la thérapeutique génétique.

17 maladies sans protocole de soins

Dans ce contexte, la directrice des programmes de soins, de l'éthique et de la déontologie au ministère de la Santé, le Dr Leïla Benbernou, a annoncé l'actualisation de la liste des maladies rares, passant de 28 en 2013 à 109 pathologies en 2024. « Nous avons jugé que la liste de 2013 était obsolète. Une commission multidisciplinaire a été mise en place par le ministère de la Santé, laquelle s'est attelée depuis plus de 8 mois à l'actualisation de cette liste », a-t-elle précisé, soulignant que celle-ci doit être régulièrement mise à jour, en tenant compte de plusieurs paramètres, dont l'évolution démographique. Parmi les nouvelles maladies ajoutées, elle a cité celles liées aux maladies endocriniennes, respiratoires et auto-immunes.

ARTISANAT

1,18 million d'emplois créés

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didiouche, a affirmé que l'artisanat joue un « rôle important » dans l'augmentation du revenu national et constitue un outil de création d'emplois, notamment parmi les jeunes. Lors de la cérémonie d'ouverture des activités de la Journée nationale de l'artisan, hier, à Alger, le ministre a révélé que le nombre d'activités enregistrées dans le domaine de l'artisanat a atteint près de 460 000, tandis que le nombre de postes d'emploi créés a dépassé 1,18 million à l'échelle nationale. Didiouche a également précisé que la contribution du secteur à l'économie est estimée à plus de 350 milliards de dinars dans le produit intérieur brut (PIB), soulignant son rôle dans le développement économique en dehors du secteur des hydrocarbures. Par ailleurs, le ministre a indiqué que l'Algérie se prépare à participer, pour la première fois en tant qu'invité d'honneur, à la 28e édition du Salon international de l'artisanat qui se tiendra à Milan, en Italie, à la fin du mois de novembre, appelant tous les intéressés et artisans à participer massivement.

TOUGGOURT

Lancement de programmes pour la promotion des atouts touristiques

Des programmes visant la promotion des potentialités touristiques ont été lancés dans la wilaya de Tougourt, en vue de renforcer l'attractivité et la relance touristique dans la région, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat (DTA). L'initiative s'appuie sur le recensement des zones touris-

tiques et sites archéologiques à travers le territoire de la wilaya, leur aménagement, le renforcement de leur attractivité et la valorisation de ces atouts en vue de leur classement en destinations touristiques, a indiqué le DTA, Abdelkrim Yahia. La wilaya de Tougourt draine, à l'instar d'autres régions sahariennes du pays, d'important flux touristiques

nationaux et étrangers, au regard des richesses touristiques dont elle regorge, dont les paysages naturels, les dunes de sable, les oasis et palmeraies verdoyantes, des zones humides, des monuments et vestiges archéologiques, les ksour de Témachine, El-Alia, Herrira et Tala, ainsi que la Zaouïa Tidjania à Témachine, en plus d'autres facettes

du patrimoine immatériel et matériel.

Pour promouvoir la destination touristique locale, à mettre au point, la DTA prépare, avec le concours des différents acteurs du secteur du tourisme, un guide touristique riche en données sur les sites et les vestiges archéologiques de la région, les produits artisanaux, les struc-

tures d'accueil touristiques et les services. A ces efforts de promotion de la destination de Tougourt, s'ajoute l'organisation de manifestations et expositions sur les services et activités touristiques, en associant les divers acteurs dans ces activités visant la réhabilitation et la promotion du produit touristique de la région.

TOURISME

Une caravane de Tour-opérateurs algériens et étrangers dans le M'zab

Une caravane de tour-opérateurs (T.O) algériens et étrangers a effectué ce weekend une visite dans la vallée du M'zab (Ghardaia), dans le Sud algérien, pour prospecter de nouvelles destinations éco-touristiques très prisées par les touristes européens, a-t-on constaté sur place. Composée d'une trentaine de T.O de Tunisie, de France et d'Algérie, cette caravane dénommée "éductours Caravane solidaire des oasis en Algérie" se veut un espace pour débattre de thèmes liés à l'agro-écologie, la résilience climatique et le tourisme solidaire dans les oasis algériennes. Ce voyage, organisé par les agences Med Voyage d'Alger et de Marseille ainsi que Gourari Events de Timimoun, vise à faire découvrir le patrimoine architectural du M'zab considéré comme patrimoine universel classé, les sites historiques et naturels ainsi que l'infrastructure éco-touristique de la région, notamment les maisons d'hébergement

dans les palmeraies, ont indiqué les organisateurs. Interrogé par l'APS, l'expert algérien en tourisme, Said Boukhefifa, a affirmé que cette caravane de T.O affiche une volonté d'organiser des voyages touristiques dans les oasis algériennes, notamment la vallée du M'zab, en faveur de leur clientèle branchée dans l'écotourisme. Et d'ajouter que cette visite permet de réaliser un diagnostic sur la filière de l'écotourisme dans la région, dans le but de contribuer à la mise en place d'une stratégie à même de donner un nouveau souffle au secteur du tourisme et de le rentabiliser en tant qu'"avantage différentiel" pour la région. Pour Brahim Djel-louadj, organisateur de la caravane, l'objectif est de valoriser, outre le patrimoine architectural atypique du M'zab, le riche potentiel écologique et culturel des différentes oasis de la région, en plus du développement d'une infrastructure d'hébergement appropriée à l'écotourisme et la

valorisation des différents produits du terroir (artisanat et art culinaire). La valorisation des espaces oasiens, qui renferment des avantages comparatifs indéniables, surtout naturels, susceptibles d'impulser le développement d'un tourisme écologique et culturel, permet de les ériger en secteur-clé de l'économie locale, a-t-il souligné. La caravane a permis de mettre l'accent sur la diversité de l'offre dans les oasis du sud algérien, notamment les sites naturels d'intérêt biologique et écologique et les sites historiques et archéologiques qui font la richesse de la région, signale-t-on. En marge des visites effectuées dans les différents ksour et cités de la pentapole du M'zab, des ateliers et rencontres liés au tourisme durable, à la richesse et le potentiel du patrimoine oasien ont été débattus et mis en valeur par les participants à la caravane. A travers ces rencontres, les intervenants locaux ont exprimé

leurs préoccupations, notamment sur la problématique éco-systémique et les perspectives du tourisme écologique et oasien, un créneau érigé comme une nécessité pour les opérateurs touristiques qui y voient une source de développement prometteuse. L'objectif reste ainsi le développement d'une réflexion à même de permettre une bonne gestion et un équilibre environnemental du milieu des espaces oasiens. De nombreux participants ont recommandé de réhabiliter l'habitat traditionnel en relation avec le tourisme écologique, d'ouvrir des espaces de restauration de qualité en pleine nature, de développer l'agriculture solidaire et biologique, de valoriser les produits de l'artisanat local et de développer les activités sportives respectueuses de l'environnement dans les espaces d'hébergement. La caravane doit visiter samedi l'oasis de Timimoun, selon les organisateurs.

TLEMCCEN

Une récolte de plus de 317.000 quintaux d’olives attendue

Une récolte estimée à 317.600 quintaux d'olives est attendue à Tlemcen, à l'issue de la campagne de cueillette de ce fruit rustique, a-t-on appris, jeudi, de la direction locale des Services agricoles (DSA). La campagne, entamée à la fin du mois d'octobre dernier, cible une superficie totale de 15.800 hectares, avec un rendement prévisionnel moyen de 20 quintaux à l'hectare, a précisé le chef du bureau Organisation de la production agricole et de l'appui technique à la DSA, Kamel Othmani. Le même responsable a indiqué que la campagne a touché, à ce jour, 970 hectares ayant donné lieu à la récolte de 138.000 quintaux, dont 55.200 quintaux du volume engrangé seront réservés à la consommation (olive de table) et 82.800 seront orientés vers les 31 huileries pour être transformés en huile d'olive et vers les 19 unités de conservation dont dispose la wilaya. M. Othmani a mis en relief le développement de l'oléiculture dans la wilaya de Tlemcen, du fait de l'adhésion des agriculteurs à cette filière, de l'indemnisation des arbres non productifs, de l'utilisation de la technique d'irrigation du goutte-à goutte, ainsi que des programmes du ministère de tutelle visant le développement de la filière. La campagne de cueillette des olives dans la wilaya de Tlemcen a été précédée par des journées de sensibilisation, notamment via des émissions radiophoniques des professionnels de la filière à l'importance de la protection des oliviers, en veillant particulièrement à ne pas abimer les branches et à respecter les dates de cueillette du fruit.

KHENCHELA

Un salon national spécialisé pour soutenir la production de tapis traditionnels et le tissage

Un salon national spécialisé, destiné à soutenir la production de tapis traditionnels et le tissage, réunit, depuis jeudi à la maison de la culture Ali-Souaihi de Khenchela, 50 artisans représentant 14 wilayas du pays.

La manifestation, inaugurée par le directeur de wilaya du tourisme et de l'artisanat, Tayeb Boudjenane, accompagné du chef de la daïra de Khenchela, Fakha Benaoumeur, a été marquée, lors de sa première journée, par un important afflux de visiteurs venus admirer les travaux d'artisans issus des wilayas de Khenchela, Tébessa, Oum El Bouaghi, Souk Ahras, Guelma, Constantine, Annaba, Skikda, Ouargla, Ghardaia, Chlef, Bejaia, Tizi-Ouzou et Tiaret. L'objectif de ce salon, qui se poursuivra jusqu'au 11 novembre, est "d'encourager les artisans à rester fidèles à ce métier afin de préserver ce patrimoine", ainsi que de "permettre aux artisans des différents wilayas du pays d'échanger leurs expériences et de s'informer des soutiens que l'Etat algérien met à la disposition des artisans", a indiqué le directeur du tourisme et de l'artisanat dans une déclaration à l'APS. Pour sa part, le directeur de la Chambre de l'artisanat et des

métiers de Khenchela, Mohamed-Fethi Merzoug, a indiqué que ce salon comportera plusieurs activités, dont l'estampillage de tapis traditionnels, une exposition pour la promotion et la vente de produits textiles et de tapis, ainsi qu'un concours entre les participants et des visites dans les ateliers des artisans locaux. De son côté, la directrice de l'antenne de wilaya de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), Fatima-Zohra El Abed, a précisé que l'antenne qu'elle dirige est "présente à ce salon pour accompagner les artisans et leur présenter les différents services offerts par l'ANGEM, comme les dossiers à fournir pour obtenir des prêts et les procédés de remboursement, tout en les exhortant à contacter les responsables des cellules d'accompagnement qui leur fourniront toutes les informations nécessaires". Mme Messaouda Haoula, artisane spécialisée dans le tissage du tapis traditionnel de Babar (Khenchela), a souligné que malgré son âge

avancé, elle exerce toujours le métier qu'elle a hérité de ses aïeules, et qu'elle ambitionne de transmettre aujourd'hui aux filles de la nouvelle génération afin que ce tapis, qu'elle considère comme un patrimoine culturel des habitants de la région, ne disparaisse pas. Mabrouk Aounallah, cadre à la Chambre de l'artisanat de Khenchela, et superviseur du processus d'estampillage au cours du salon, a appelé les artisans à se rendre aux différents centres d'estampillage de tapis situés dans certaines wilayas du pays pour graver leurs tapis et leur conférer une identité propre à même de faciliter leur commercialisation, y compris à l'étranger. M. Aounallah a expliqué dans ce contexte que l'estampillage est conditionné par l'utilisation d'une laine et de teintes naturelles, ainsi que par le respect des techniques propres entrant dans la fabrication de tapis, comme le martelage et de nouage (opération consistant à nouer les fils d'une chaîne terminée à ceux de la suivante).

ORAN

L’insertion scolaire et professionnelle des personnes trisomiques au centre d’un forum le 20 novembre

L'insertion scolaire et professionnelle des personnes atteintes du syndrome de Down (Trisomie 21) sera au centre d'un forum national organisé par l'Université d'Oran-2 "Mohamed Benahmed", en coopération avec l'Association de wilaya pour l'insertion scolaire et professionnelle des personnes atteintes de cette maladie (AWIT), le 20 novembre prochain, a-t-on appris des organisateurs. Organisée par le Laboratoire de recherche en psychologie et sciences de l'éducation, le Dé-

partement de psychologie et d'orthophonie de l'Université d'Oran- 2 et l'Association AWIT, sous le slogan "Intégration Scolaire des Enfants trisomiques - Réalité et perspectives", cette rencontre réunira des experts universitaires et des spécialistes de l'éducation et de la psychologie, et sera "une occasion pour faire le point sur la réalité de l'insertion scolaire et professionnelle de cette frange et d'élargir ses horizons". Les enfants trisomiques sont considérés

comme des personnes aux besoins spécifiques, pris en charge par l'environnement algérien, car ils ont la possibilité d'une intégration complète et partielle dans les écoles, qui leur ouvre des horizons de développement et de perfectionnement sur le plan personnel et social, et une sorte d'indépendance, ce qui leur permet de montrer leurs capacités à atteindre un niveau d'adaptation à l'environnement et à l'école, selon les organisateurs de ce forum.

RELIZANE

Plus de 40 artisans au Salon de l’artisanat et des métiers

Un salon des produits de l'artisanat a été ouvert, jeudi à la Maison de l'artisanat et des métiers de la wilaya de Relizane, avec la participation de plus de 40 exposants de différentes régions de la wilaya, a-t-on constaté. Ce salon, dont l'ouverture a été supervisée par le wali Sami Medjoubi, à l'occasion de la célébration de la Jour-

née nationale de l'artisan, comporte des stands exposant des produits de l'artisanat artistique comme les ustensiles en céramique traditionnels et modernes, couvertures, tapis, tissus en laine, habits traditionnels, produits d'alfa, gâteaux traditionnels et modernes et autres. Certains stands de ce salon de quatre jours, organisé par la Chambre

de l'artisanat et des métiers, en collaboration avec la direction du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya sont réservés aux métiers du " bâtiment et ameublement ", à l'instar de sculpture sur gypse et la menuiserie artistique, ainsi que la sculpture sur bois et verre. Cette manifestation, qui a suscité l'intérêt des citoyens de la

région, comporte des produits de l'artisanat artistique réalisés par les participants, à l'instar des bijoux, des objets d'art, des fleurs d'ornement, outre des produits cosmétiques naturels. Ce salon vise à mettre en exergue les capacités et les performances des artisans à valoriser leur rôle dans le développement économique local et natio-

nal, a déclaré le directeur du Tourisme et de l'Artisanat, Linda Merabet. Pour rappel, la Chambre de l'Artisanat et des Métiers de la wilaya de Relizane recense 7.164 artisans opérant dans différentes spécialités de l'artisanat, qui bénéficient, périodiquement, de sessions de formations et de qualification.

ERADICATION DE L'HABITAT PRÉCAIRE

Relogement de six familles à Blida

Six (6) familles habitant dans des immeubles vétustes du centre ville de Blida ont bénéficié, jeudi, d'une opération de relogement dans des logements publics locatifs (LPL) dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire, a-t-on appris des services de la wilaya. Le relogement de ces familles au pôle urbain de la cité Deriouche de Bouaârfâ s'inscrit dans le

cadre de la poursuite du relogement des familles occupant des habitations précaires, connues sous le nom de "Bazars" dans la ville de Blida, a ajouté la même source. Les services de la wilaya ont souligné la poursuite, dans les prochains jours, de ce programme de relogement, reparti sur quatre étapes pour englober la totalité des résidents des cinq (5)

immeubles restants menaçant ruine, notant que l'achèvement de ces opérations, "marquera la clôture définitive du dossier des bazars". La wilaya de Blida a lancé, à la fin de l'année dernière, d'importantes opérations de relogement au profit des habitants des immeubles vétustes menaçant ruine au centre ville de Blida, au même titre que les familles occupant des

constructions précaires dans nombre de communes, rappelle-t-on. Outre le relogement de milliers de citoyens, ces opérations ont contribué à l'amélioration du paysage urbain de la région, parallèlement à la récupération d'importantes assiettes foncières destinées actuellement à l'implantation de nouveaux projets de développement ou de logements.

La tentation de Mars

Un monde de propriétaires et de sans-travail est explosif. Je me propose dans ce texte au travers des rapports entre appropriation, travail et propriété de rendre compte de l'évolution de l'Etat social en général et dans les sociétés postcoloniales en particulier. L'Etat social emprunte son modèle à la social-démocratie. Au centre de ce modèle est un rapport de complémentarité entre la propriété et le travail. C'est ce rapport qui est aujourd'hui menacé avec le ralentissement de la croissance et l'accroissement des charges sociales (vieillesse et jeunesse des populations).

6^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Dans le modèle suédois, l'inter-médiation de l'États s'est généralisée aux rapports sociaux : hommes-femmes : les crèches libèrent les femmes du travail domestique ; entre parents et enfants, il libère les parents et les enfants de leur charge mutuelle. La société suédoise déporte donc avec succès la solidarité du milieu familial au milieu social et économique. Le modèle se révèle efficace (croissance économique forte) et équitable (forte mobilité sociale). Pour la coopération sociale et économique, il est indéniable qu'une bonne solidarité sociale est plus efficace qu'une solidarité familiale, autrement dit une coopération sociale forte est plus utile à la compétitivité de l'économie qu'une solidarité familiale. Mais là où le modèle pêche par défaut, c'est qu'en cas d'inefficacité économique, l'impôt ne peut plus soutenir la solidarité sociale et il ne peut plus compter sur la solidarité familiale pour permettre une « démarchandisation » des services sociaux. Ni permettre à la solidarité sociale de se rabattre de l'échelle globale à l'échelle locale, la liberté de choix des individus qui s'est imposée instruisant une préférence pour l'inégalité[12]. C'est que la continuité entre solidarité familiale et solidarité sociale a été rompue, on ne peut plus aller de l'un à l'autre selon les circonstances. Il va falloir retrouver la solidarité entre les niveaux familial, local et national. On peut dire qu'entre les valeurs familiales, de groupe et de nation, la complémentarité a lâché les valeurs familiales encore que beaucoup moins que les autres sociétés libérales. La social-démocratie suédoise a fait peu cas des valeurs familiales, si l'on sort des sociétés libérales pour comparer avec la Chine et autres pays d'Asie orientale. Enivrée qu'elle fut en partie par la liberté individuelle que lui enviaient tant les autres sociétés européennes. La proximité de la révolution d'octobre a fait comprendre aux socio-démocrates, qui se sont séparé des communistes au début du XX^e siècle, l'importance de s'attacher les travailleurs. D'un autre côté, le syndicat des employeurs a vu l'intérêt d'avoir un monde du travail uni, un marché du travail uni[13]. Ce qu'il faut comprendre, c'est que la séparation du travail et du capital a été ré-

duite à son minimum : le travail doit être dans le (combat du) capital (efficacité économique) et le capital doit être dans le (combat du) travail (équité sociale) face au monde et aux soviets. C'est dans cette situation stratégique que la social-démocratie suédoise se devait être exemplaire. Situation stratégique qui a changé aujourd'hui et qui fait que la propriété est moins soucieuse de s'attacher à une classe ouvrière qui se délite, à un monde du travail victime de polarisations. Il apparaît maintenant à la société suédoise que l'une de ses forces, ses valeurs de groupe, sur lesquelles s'appuyait sa solidarité sociale en même temps que sur son économie, est devenue une faiblesse. La capacité d'intégration des étrangers s'est trouvée réduite. L'insoutenabilité de ses dépenses sociales attise les dissensions de groupe. Elle rêve maintenant d'homogénéité ethnique pour resserrer ses liens. L'économie faisant défaut pour faire complémentarité, c'est vers l'ethnie que l'on se tourne, plus tard vers l'économie non marchande privée.

La fin de l'ère de l'imitation

La majorité des sociétés postcoloniales n'ont pas pu combler le fossé qui les sépare des anciennes puissances coloniales. Leur appropriation de la modernité, la modernisation de leur société, n'a pas conduit à une appropriation du savoir-faire mondial, mais à une séparation des producteurs de leurs conditions de production, à une destruction de leur savoir-faire et de leur savoir-être. Leur appropriation de la modernité a été pour la plupart une imitation sans accumulation, un ensauvagement. « La différence entre la Chine, l'Europe centrale et la Russie postcommunistes épouse étroitement la distinction entre trois styles de stratégies de développement : à savoir, imiter les moyens (ou emprunter), imiter les fins (ou se convertir) et imiter les apparences (ou simuler). ... les élites centre-européennes ... aspiraient à devenir des converties, dont l'occidentalisation a permis ensuite à une contre-élite réactionnaire de s'emparer des symboles politiques les plus représentatifs de l'identité nationale. En Russie, en revanche, les élites post-soviétiques ont fait semblant d'imiter les normes ainsi que les institutions occidentales. ... C'étaient

des stratégies de l'imposture. À l'inverse, la Chine a emprunté à l'Occident, à la fois ouvertement et clandestinement ... C'étaient d'ingénieux praticiens de l'appropriation. Recourir à des accords de co-entreprise pour forcer les entreprises occidentales à transférer des technologies innovantes vers leurs partenaires chinois n'implique aucune hypocrisie démocratique et ne fait courir aucun risque à l'identité nationale. De même, alors que le tiers de tous les étudiants étrangers des universités américaines viennent de Chine, ils suivent surtout des cursus de science et d'ingénierie, pas de libéralisme et de démocratie. Les Chinois comptent parmi les imitateurs les plus implacables et les plus accomplis de l'Occident dans les domaines de la technologie, de la mode, de l'architecture, etc., mais ils ont explicitement rejeté l'imitation de la démocratie libérale occidentale pour laquelle les manifestants de Tian'anmen avaient naïvement proclamé leur préférence. Ils empruntent avec exubérance, mais refusent de se convertir. Ils n'ont pas non plus éprouvé le même besoin que Moscou de simuler la démocratie occidentale ou de mettre à nu l'hypocrisie américaine en reproduisant l'image-miroir de la violation des lois internationales par les États-Unis. Emprunter ou voler des technologies vous enrichit, en tout cas, alors qu'imiter les valeurs morales menace votre identité et simuler la démocratie pour révéler l'hypocrisie semble inutile. »[14]

En guise de conclusion.

Production marchande et non marchande. On a vu avec le modèle suédois de la social-démocratie, que la production marchande permettait la substitution de la production marchande et de la production non marchande privée par la production non marchande publique et qu'en retour l'équité sociale qui en résultait dynamisait la production marchande[15]. C'est ce cercle vertueux qui ne fonctionne plus aujourd'hui. La croissance économique ne peut plus fournir l'impôt nécessaire à la politique de substitution de la production marchande par la production non marchande publique, le consentement à l'impôt est mis à l'épreuve par la polarisation du marché du travail. Tout le

monde ne peut plus faire partie de la compétition mondiale. La relation propriété travail se distend, le dialogue social s'effrite. Nous avons soutenu que la crise sociale résultant du ralentissement de la croissance se manifestait par des productions marchande (l'économique) et non marchande (le social) qui cessent d'être complémentaires et par la difficulté de la production non marchande privée à se substituer à la production non marchande publique. Avec la polarisation du marché du travail, il faut plus de travailleurs préposés aux personnes et moins de travailleurs préposés aux machines. C'est cette polarisation qui n'est plus soutenable écologiquement et socialement. De nouvelles complémentarités de la production marchande et non marchande, de la propriété et du travail sont requises. Comment y parvenir là est la question. La situation est encore plus nette pour l'État social des sociétés postcoloniales où les mauvais marchés ont introduit davantage de désordre dans la société. La croissance y avait promu un ordre factice, « un marché sans marchands », une économie sans industrie, une production marchande peu diversifiée et une société des individus sans société. Ce qu'exprime la crise ce sont des rapports asymétriques et mal embouchés entre la société et la nature, les humains et les non-humains, entre l'individu et le monde, entre l'individu social, le groupe et la famille. La société s'est mal insérée dans la nature et dans le monde, elle a du mal à soutenir l'individu qu'elle a promu et l'individu ne peut plus se soutenir de la famille de laquelle il s'est détaché et de la nature qu'il a détruit. La crise de la société dans son mouvement de fuite en avant se traduit par une polarisation, un enrichissement des riches qui consentent moins à l'impôt et un appauvrissement des pauvres qui subissent de plus en plus un état de travailleurs sans travail. Au plan mondial cela se traduit par une concentration de propriétaires dans certaines métropoles autour desquels gravite un monde du travail divisé entre travailleurs préposés aux machines et travailleurs préposés aux personnes alors que sur d'autres territoires, des travailleurs sans travail sont concentrés et cantonnés.

(A suivre)

Notes

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

[1] J'emprunte ce titre à l'ouvrage du politiste et diplomate libanais Ghasan Salamé. La tentation de Mars. Guerre et paix au XXI^e siècle. Fayard. 2024. Il s'agira ici moins de géopolitique que d'économie politique.
[2] Fabri, E. (2016). De l'appropriation à la propriété : John Locke et la fécondité d'un malentendu devenu classique. Philosophiques, 43(2), 343–369. <https://doi.org/10.7202/1038210ar>
[3] Peter Turchin. End times : elites, counter-elites, and the path of political disintegration. New York : Penguin Press, 2023.
[4] Wojtek Kalinowski. « Modèle suédois. Et si la social-démocratie n'était pas morte ? » (Charles Léopold Mayer, 2017)
[5] Ibid.
[6] « En 1750, la part relative de la production manufacturière chinoise était de 32,8 %, alors que celle de l'Europe était de 23,2 % – leurs populations respectives étant estimées à 207 millions et 130 millions de personnes. Prises ensemble, les parts de l'Inde et de la Chine atteignaient

57,3 % de la production manufacturière globale [...]. Le produit intérieur brut par habitant en Chine s'élevait à 228 dollars (valeur de 1960), contre 150 à 200 dollars selon les pays en Europe ». Philip S. Golub, « Quand la Chine et l'Inde dominaient le monde », Manière de voir, no 9, 2006, p. 9.
[7] https://www.lemonde.fr/dees/article/2024/05/13/ivan-krastev-les-europeens-ne-sont-pas-menaces-par-l-echec-de-leur-modele-mais-par-ses-succes_6232899_3232.html
[8] Wojtek Kalinowski op. cit. p. 14
[9] Ibid. p. 45
[10] Ibid. p. 54
[11] Ibid. p. 84-85
[12] https://www.lemonde.fr/dees/article/2022/12/20/suede-le-lent-declin-d-un-modele-qui-n-en-finit-pas-de-creuser-les-inegalites-entre-riches-et-pauvres_6155123_3232.html

[13] <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/suede-le-crepuscule-de-la-social-democratie.html>
[14] Ivan Krastev & Stephen Holmes. Le moment illibéral (The Light that Failed) Arthème Fayard, 2019.
[15] Voir la thèse de Richard Wilkinson et Kate Pickett. Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous. Les petits matins/ Institut Veblen/ Étopia, 2013 pour la traduction.
[16] Dans une plongée historique jusqu'au Néolithique, Walter Scheidel identifie quatre processus ou facteurs de liquidation des inégalités extrêmes et de progression de l'égalité – la guerre, la révolution, l'effondrement de l'État et la pandémie –, en se gardant de tout déterminisme. Walter Scheidel. Une histoire des inégalités de l'âge de pierre au XXI^e siècle. Princeton University Press, 2017. Actes Sud, 2021.

MAURITANIE

Renforcement de la coopération avec le Sénégal dans divers domaines

La Mauritanie et le Sénégal renforcent leur coopération bilatérale dans divers domaines d'activités. Lors de la 13e session de la Commission mixte de coopération bilatérale, le mardi 5 novembre à Nouakchott, plusieurs accords et mémorandums d'entente ont été signés entre Mohamed Salem Ould Merzoug, ministre mauritanien des Affaires étrangères et son homologue sénégalaise Yacine Fall. Les domaines concernés sont, entre autres, la transformation numérique, le commerce, l'information, l'emploi et le sport. Des ententes sur la lutte contre la traite des êtres humains, la coopération dans l'enseignement supérieur, l'élevage et la santé animale ont également été conclues.

EGYPTE

Les exportations agricoles ont rapporté 4,1 milliards de dollars

Les agrumes viennent en première place des exportations égyptiennes en atteignant 2 millions 280 mille 106 tonnes. Les exportations agricoles égyptiennes ont rapporté 4,1 milliards de dollars dans les 10 premiers mois de 2024, soit une augmentation d'un milliard de dollars (24,39%) par rapport à la même période de l'année 2023, a annoncé le ministère de l'Agriculture dans un communiqué publié lundi 4 novembre. Ce montant est équivalent à 7,1 millions de tonnes de produits agricoles, selon le communiqué. Les exportations agricoles les plus importantes sont les agrumes, les pommes de terre, les oignons, les raisins, les haricots, les pommes de terre, les mangues, les tomates, l'ail, les fraises, les goyaves et les grenades. Les agrumes viennent en première place avec 2,28 millions tonnes. Les pommes de terre fraîches, qui occupent la deuxième place des exportations égyptiennes, représentent 975 milles tonnes tandis que l'oignon vient en troisième place avec 287 milles tonnes. Les haricots (frais et congelés) viennent au quatrième rang avec 239 milles tonnes, ensuite les raisins avec 180 milles tonnes et enfin les goyaves avec des exportations d'un total de 13 milles tonnes.

ARABIE SAOUDITE

La Vision 2030, catalyseur de croissance du secteur bancaire

Le programme Vision 2030 de l'Arabie saoudite visant à diversifier l'économie pourrait accélérer le développement du secteur bancaire du pays dans les années à venir, selon une analyse de Moody's.

Dans son dernier rapport, l'agence de notation basée aux États-Unis a déclaré que le développement des mégaprojets prévus en Arabie saoudite jouera un rôle important dans la création de possibilités considérables en termes d'affaires et de prêts pour les banques. L'infrastructure nécessaire pour accueillir des événements majeurs tels que la Coupe d'Asie en 2027, les Jeux asiatiques d'hiver en 2029, l'Expo 2030 et la Coupe du monde de la FIFA en 2034 devrait soutenir davantage cette croissance.

La Vision 2030 vise à réduire la dépendance du Royaume à l'égard des revenus du pétrole brut, qui dure depuis des décennies et à renforcer progressivement sa présence dans d'autres secteurs tels que le tourisme, la technologie et l'immobilier.

«Les mégaprojets prévus pour diversifier l'économie comprennent le tourisme, l'immobilier et les infrastructures, et le gouvernement donne aux banques du pays la possibilité de contribuer à leur financement», a déclaré Abdallah al-Hammadi, vice-président adjoint et analyste chez Moody's Ratings. «L'un des éléments de la Vision 2030 est un plan visant à augmenter le taux d'accession à la propriété à 70% d'ici à 2030, contre 47% en 2016.»

Le rapport indique que le programme de

logement du Royaume a été un moteur de la croissance du crédit pour les banques au cours des cinq dernières années, avec des prêts hypothécaires aux ménages atteignant 607 milliards de riyals saoudiens (161,67 milliards de dollars; 1 dollar = 0,92 euro) à la fin de 2023, en hausse par rapport aux 110 milliards de riyals saoudiens en 2016. Ils représentent désormais environ 24% du total des prêts du secteur bancaire.

«Étant donné que ces prêts hypothécaires ont été garantis à un taux fixe pendant une période de faibles taux d'intérêt et que les durées sont souvent de 25 à 30 ans, cela pourrait exercer une certaine pression sur les marges dans le secteur. Nous pensons que les grandes banques seront les plus durement touchées en raison de leur position dominante sur le marché hypothécaire saoudien», a déclaré M. Al-Hammadi.

Si le développement des dépôts continue d'être inférieur à la croissance des prêts, les banques pourraient également être confrontées à des pénuries de financement croissantes. Étant donné la nature des prêts hypothécaires à taux fixe, il pourrait être difficile pour les institutions financières de s'en défaire sur les marchés secondaires encore en développement.

L'agence a déclaré que les banques saoudiennes pourraient également être confrontées à des défis dans ce domaine, notamment une croissance insuffisante des dépôts pour répondre à la demande croissante de crédit associée aux projets d'infrastructure et de développement de la Vision 2030.

«L'un des défis est que la disponibilité de la croissance des dépôts est à la traîne par rapport à la croissance accélérée du crédit dans les banques saoudiennes, alors que la montée de l'accession à la propriété a rempli les banques d'hypothèques à long terme et à taux fixe qui immobilisent les fonds.»

«Les banques devront faire appel à des financements de marché plus susceptibles d'affecter la confiance. Cela pourrait impliquer des dépôts étrangers, des syndications interbancaires et l'émission de dette, en particulier des obligations islamiques ou des sukuk», a déclaré Al-Hammadi. Selon le rapport, le recours aux financements étrangers à court terme sera plus risqué que les financements à long terme, tels que la dette senior non garantie et la dette additionnelle de niveau 1, car les allocations à long terme correspondront mieux aux prêts à long terme de ces banques.

TUNISIE

Hausse de 6% des recettes touristiques sur les 10 premiers mois de 2024

Bien qu'elle reste axée essentiellement sur le segment balnéaire, l'industrie touristique tunisienne a dépassé cette année ses niveaux pré-pandémiques en termes de nombre de visiteurs et de recettes générés par le secteur. Les recettes du secteur du tourisme en Tunisie se sont éta-

blies à 6,24 milliards de dinars (2 milliards de dollars) durant les dix premiers mois de 2024, enregistrant ainsi une hausse de 6% par rapport à la même période de 2023, selon des données publiées le mercredi 6 novembre par la Banque centrale de Tunisie (BCT). Cette hausse découle notam-

ment de l'augmentation du nombre de touristes et de nuitées passées dans les hôtels. La BCT a également indiqué que les envois de fonds des migrants tunisiens ont atteint 6,63 milliards de dinars entre le 1er janvier et le 31 octobre de l'année en cours, soit une augmentation d'environ 2% comparati-

vement à la même période l'année écoulée. Alors que l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers a reculé ces dernières années, les transferts de la diaspora constituent désormais la deuxième source de devises après les recettes des exportations.

LIBYE

Bientôt un nouveau cycle d'appels d'offres pour augmenter la rente pétrolière

Malgré une instabilité au sommet de l'État, la production pétrolière de la Libye s'inscrit sur une dynamique haussière ces dernières semaines que les autorités veulent maintenir. Déterminé à poursuivre l'augmentation de la production pétrolière et avec elle, la rente qu'elle génère, le gouvernement libyen s'apprête à lancer un cycle d'appel d'offres pour la recherche d'hydrocarbures en Libye, le premier depuis la guerre civile de 2011. C'est Khalifa Abdul Sadeq, le ministre

libyen du Pétrole qui a annoncé l'information mardi 5 novembre, en marge de la conférence énergétique ADIPEC qui se tient à Abou Dhabi (Émirats arabes unis) jusqu'au jeudi 7 novembre. L'initiative attendue depuis l'année dernière est prévue pour le début de l'année prochaine au plus tard. Selon les explications du responsable, elle devrait essentiellement concerner des périmètres onshores et offshore des bassins sédimentaires de Syrte, Murzuq et Ghadamès. Pour rappel, ces trois zones d'intérêts

qui hébergent déjà une grande partie des gisements pétroliers producteurs du pays, constituent des piliers essentiels du secteur, offrant des opportunités pour de nouvelles découvertes et l'augmentation de la production.

La production pétrolière libyenne sur une bonne dynamique

Depuis la fin, il y a un mois, de la crise politique qui a fait plonger le plateau de production d'or noir en dessous des 500 000 barils quotidiens, elle n'a cessé de s'améliorer, atteignant à la mi-octo-

bre, 1,3 million b/j. Conformément à son objectif de 2 millions de barils quotidiens dans les prochaines années, le gouvernement cible des paliers intermédiaires de 1,4 million de b/j d'ici la fin de cette année et 1,7 million b/j à l'horizon 2027. Le lancement prochain du nouveau cycle d'appel d'offres constitue un moyen d'y parvenir alors que le pays multiplie les démarches auprès des compagnies précédemment actives dans l'industrie pétrolière libyenne afin qu'elles reprennent leurs opérations.

CROISSANCE DU MARCHÉ MONDIAL DES PARIS EN LIGNE

Quelle opportunité pour l’Afrique ?

Le marché mondial des jeux de hasard en ligne connaît une expansion fulgurante depuis plusieurs années, transformant les habitudes de jeu à l'échelle planétaire. L'Afrique se positionne comme un terrain fertile pour la croissance de ce secteur, malgré les défis socio-économiques.

Le marché mondial des jeux de hasard en ligne est en pleine expansion et devrait passer de 84,79 milliards de dollars en 2023 à 164,53 milliards de dollars d'ici 2033, avec un taux de croissance annuel moyen de 6,85 %. C'est ce qu'indique le dernier rapport du prestataire indien en études de marché Spherical Insights & Consulting, intitulé « Global online Gambling Market ». Pour les experts, cet essor sera essentiellement porté par les efforts de transformation numérique qui permettent un accès facilité aux jeux en ligne, notamment dans les pays en développement. Le document met également en exergue l'association de l'image de célébrités, la publicité commerciale agressive, la multiplication des passerelles de paiement en ligne, l'adoption des cryptomonnaies à l'échelle mondiale et le rôle central des technologies numériques comme moteurs de ladite croissance. En 2023, le segment mobile représentait 87 % du marché mondial des jeux en ligne, une tendance qui devrait se maintenir grâce à la démocratisation des smartphones. Les jeux de sport ont dominé le marché à l'échelle mondiale avec une part de 65 % enregistrée en 2023, et le même engouement pour les paris sportifs est visible en Afrique, où de nombreux fans suivent de près les compétitions de football. Au Kenya par exemple, Geopoll a indiqué que 84 % de la population parie au moins une fois par jour, selon des statistiques de 2021. C'est le taux d'engagement le plus élevé par habitant en Afrique. Dans l'ordre, les autres pays comp-

tant le plus de joueurs sont le Nigéria (78%), l'Afrique du Sud (74%), le Ghana (70%), la Tanzanie (62%) et l'Ouganda (60%). Le rapport met en avant l'Europe comme leader mondial du marché des jeux de hasard en ligne, notamment en raison de la légalisation des jeux en ligne dans des pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. L'Asie-Pacifique suit avec une croissance rapide, portée par des marchés comme la Chine et l'Inde. En Afrique, si les bases sont encore en construction, l'augmentation de la pénétration internet et l'intérêt des jeunes pour les jeux de hasard en ligne signalent un marché dynamique en développement. Il faut savoir que par rapport à d'autres régions, l'Afrique présente des indicateurs financiers relativement modestes dans ce domaine. Le contexte socio-économique joue également un rôle déterminant dans l'évolution du marché des jeux d'argent en ligne sur le continent. Dans les zones où jusqu'à 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et où le taux de chômage des jeunes est élevé, les jeux d'argent sont souvent perçus comme une source potentielle de revenus et un moyen d'améliorer les conditions de vie. Cependant, la région fait face à un défi majeur : structurer ce marché tout en assurant la sécurité des utilisateurs en limitant les risques de cybercriminalité et en faisant efficacement face aux problèmes de dépendance pour assurer une croissance durable et éthique de ce secteur. En effet, le rapport suggère que l'adoption d'une réglementation

adaptée, inspirée des modèles européens, pourrait mieux sécuriser le secteur, les joueurs et attirer des investisseurs étrangers. « Un cadre réglementaire bien défini pourrait encourager la croissance du marché des jeux en ligne tout en protégeant les consommateurs et en contribuant à l'économie », a-t-on lu. La croissance rapide du marché des paris en ligne représente donc une opportunité considérable pour l'Afrique, notamment dans le domaine des paris sportifs, très prisé sur le continent en raison de l'engouement pour le football. Avec l'amélioration de la connectivité mobile et une augmentation du pouvoir d'achat, des opérateurs mondiaux s'intéressent et investissent dans des plateformes locales, en menant des campagnes culturellement adaptées. Ces initiatives peuvent avoir des retombées économiques significatives pour les pays africains, telles que la création d'emplois dans le marketing et la technologie, le développement de partenariats publicitaires, le développement et le renforcement des infrastructures numériques pour propulser l'offre et anticiper la demande. De plus, la mise en place de réglementations adaptées pour la sécurité des joueurs renforcerait la confiance dans cette industrie, transformant les paris en ligne en un levier de croissance et de développement économique pour le continent. Cependant, pour sécuriser cette croissance, l'Afrique devra relever des défis en structurant ce marché et en protégeant les utilisateurs contre les actes de cybercriminalité et de dépendance.

HYDROCARBURES

Perenco consacrera 75% de ses investissements à l’Afrique en 2025

Alors que sa production de pétrole est passée sous la barre de 500 000 barils par jour, la société entend désormais s'intéresser davantage au gaz naturel qui devrait jouer le rôle de combustible de transition. La compagnie pétrolière Perenco consacrera les trois-quarts de son budget d'investissement de 2 milliards de dollars à l'Afrique en 2025, dans le cadre de sa nouvelle stratégie de développement axée sur l'exploitation du gaz naturel, a rapporté Bloomberg le jeudi 7 novembre, citant le directeur général de la société. « Le Gabon, qui repré-

sente près de 25% de la production totale de la société, absorbera une grande partie des dépenses d'investissement prévues en 2025 pour la construction des gazoducs qui traverseront le pays. Le réseau sera relié à une usine de gaz naturel liquéfié à petite échelle qui produira 700 000 tonnes par an », a déclaré Armel Simondin, « Nous pensons qu'il y a beaucoup de réserves de gaz inexploitées le long de la côte africaine, qui pourraient être ciblées par ce type de développement », a-t-il ajouté. Simondin a également révélé que la

compagnie franco-britannique compte aussi investir davantage au Congo-Brazzaville, suite à l'acquisition d'actifs pétroliers auprès du groupe italien Eni en 2023. « Nous sommes en pourparlers avec le gouvernement congolais pour étendre les licences existantes. Des discussions ont été aussi entamées avec d'autres majors pour reprendre d'autres actifs dans le pays », a-t-il souligné. Jusque-là spécialisée dans l'extraction de pétrole brut à partir de gisements matures, Perenco mettra désormais davantage l'accent sur le dé-

veloppement de gisements gaziers. « La société va continuer à lutter contre le déclin de sa production d'hydrocarbures, mais en étant maintenant très proactive dans l'exploration et le développement de projets de gaz naturel. Dans le cadre de la transition, le gaz a vraiment un rôle clé à jouer, et c'est un élément très important de la stratégie pour l'avenir », a expliqué le DG de Perenco, indiquant que la production de pétrole a baissé « un peu plus » par rapport au niveau moyen de 500 000 barils par jour enregistrés ces dernières années.

POUR BAISSER LES PRIX DES VOLS

La CEDEAO se réunit à Lomé

Avec des taxes et redevances aéroportuaires en général au-dessus de la moyenne, l'Afrique de l'Ouest est considérée comme l'une des régions où les voyages en avion sont les plus chers. Ce problème qui vient s'ajouter aux autres défis perturbant le développement du secteur est devenu l'une des priorités de la CEDEAO. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a annoncé l'ouverture, dès ce mardi 5 novem-

bre, d'une série de réunions pour plancher sur les défis liés au prix élevé des billets d'avion en Afrique de l'Ouest. Les assises de 4 jours qui se tiennent à Lomé réunissent les ministres de l'aviation, les DG de l'aviation civile, les responsables et les parties prenantes de cette industrie. Elles devraient déboucher sur des réformes touchant à la réduction des coûts opérationnels, notamment des redevances et taxes aéroportuaires, ainsi qu'à l'harmonisation des protocoles de sécu-

rité. « Les redevances perçues dans la région par les opérateurs aéroportuaires, les prestataires de services de navigation aérienne et les autorités de l'aviation civile ainsi que les taxes imposées par les gouvernements ont de graves impacts négatifs sur l'industrie du transport aérien de la région. [...] Ils ont également un impact négatif important sur la compétitivité des compagnies aériennes de la région qui luttent pour survivre et font face à une concurrence féroce de la part

des transporteurs étrangers » explique la CEDEAO dans son communiqué. Ces déclarations confirment les conclusions de précédents rapports du Conseil international des aéroports (ACI-Airports Council International), selon lesquels les pays africains appliquent les taxes et redevances aéroportuaires les plus élevées au monde, pouvant dépasser 100 USD par passager, ce qui augmente le prix des billets d'avion et rend ce mode de transport moins abordable.

MINES AFRICAINES DU BRITANNIQUE ANGLOGOLD Livraison de 32 tonnes d’or en 2024

En Afrique, AngloGold Ashanti exploite les mines d'or Obuasi et Iduapriem au Ghana, Siguiri en Guinée et Geita en Tanzanie. Elle détient aussi des parts dans la mine d'or Kibali en RDC. Ces actifs contribuent à environ 60 % de la production d'or du groupe, attendue entre 75 et 80 tonnes en 2024. AngloGold Ashanti a enregistré une production de 1,12 million d'onces (environ 32 tonnes) d'or en Afrique au cours des neuf premiers mois de 2024. Dans ses résultats du troisième trimestre publiés le 7 novembre, la compagnie basée à Londres a souligné une baisse d'environ 1 % de la production d'or (1,13 million d'onces durant les neuf premiers mois de 2023). Les performances des mines d'or Geita en Tanzanie, Siguiri en Guinée, ainsi que Iduapriem et Obuasi au Ghana, sont restées relativement stables. Une baisse de 8 % en glissement annuel a en revanche été enregistrée par la compagnie pour sa production attribuable à Kibali, mine d'or codétenue avec Barrick Gold en RDC. Elle a rapporté 229 000 onces sur les neuf premiers mois de 2024, contre 250 000 onces sur la même période en 2023. Il faut souligner que l'Afrique représente actuellement environ 60 % de la production du groupe AngloGold. Cette part devrait significativement augmenter l'année prochaine, avec l'intégration de la mine d'or Sukari au portefeuille de la compagnie originaire d'Afrique du Sud. AngloGold est en effet en passe de boucler l'acquisition de la société Centamin, prenant ainsi le contrôle de la plus grande mine d'or d'Egypte et ses 500 000 onces livrées annuellement. Le projet aurifère ivoirien Doropo devrait aussi rejoindre le portefeuille d'AngloGold. En dehors du continent, AngloGold Ashanti exploite des mines d'or en Amérique latine et en Australie. La compagnie vise en 2024 une production d'or de 2,65 à 2,85 millions d'onces.

VICTOIRE DE TRUMP

Des gains records pour les 10 plus grandes fortunes mondiales

La victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine a rapporté 63,5 milliards de dollars aux dix plus grandes fortunes mondiales, selon l'indice Bloomberg Billionaires. Cette hausse record s'explique par la montée en flèche des actions américaines, selon le groupe financier américain.

Les dix plus grandes fortunes du monde ont enregistré un gain record après la victoire de Donald Trump. Selon l'indice Bloomberg Billionaires, qui établit un classement quotidien des personnes les plus riches de la planète, elles ont engrangé 63,5 milliards de dollars en une journée mercredi. Il s'agit de la plus forte augmentation depuis la création de cet indice en 2012. En tête de ce classement, Elon Musk a vu son patrimoine augmenter de 26,5 milliards de dollars. Pour rappel, l'action du groupe Tesla, propriété du milliardaire américain, a pris plus de 15% dans les échanges d'avant-séance à Wall Street mercredi, porté par le soutien affiché par le milliardaire à Donald Trump. Selon Forbes, la hausse des actions de Tesla lui avait rapporté 15 milliards de dollars dans la matinée mercredi.

Mark Zuckerberg et Bernard Arnault en baisse

La fortune du patron d'Amazon, Jeff Bezos, s'est elle accrue de 7,14 milliards de

dollars. Celle du PDG d'Oracle, Larry Ellison, a bondi de 9,88 milliards de dollars, celle de Bill Gates de 1,82 milliard de dollars, tandis que celles des cofondateurs de Google Larry Page et Sergey Brin ont respectivement augmenté de 5,53 et 5,17 milliards. Le directeur général de Berkshire Hathaway, Warren Buffett, et l'ancien PDG de Microsoft, Steve Ballmer, ont enfin vu leur fortune augmenter de 7,58 et 2,81 milliards de dollars. Troisième fortune mondiale, Mark Zuckerberg a pour sa part pâti de l'élection américaine avec une perte de 80,9 millions de dollars. Bernard Arnault, cinquième du classement, a lui vu sa fortune fondre de 2,85 milliards de dollars. Selon Bloomberg, « une grande partie des gains des ultra-riches s'explique par la montée en flèche des actions américaines, soulignant les paris selon lesquels Donald Trump, à son retour à la Maison Blanche, mettra en œuvre un programme favorisant la réduction des impôts et la diminution de la réglementation ».

Wall Street « est enthousiaste »

Mercredi, la place américaine a clôturé en fanfare, réjouie de la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine, qui a propulsé ses trois indices vedettes à de nouveaux records. Le Dow Jones a bondi de 3,57%, l'indice Nasdaq de 2,95% et l'indice élargi S&P 500 de 2,53%. « Le marché est en pleine effervescence après cette victoire sans appel », a commenté auprès de l'AFP Aaron Clark, de GW&K Investment Management. Les investisseurs ont montré leur « optimisme concernant les perspectives de croissance après la victoire de Donald Trump », a souligné Patrick O'Hare de Briefing.com, dans une note. Wall Street « est enthousiaste » à l'idée qu'une « moindre régulation, des taux d'imposition plus bas, et un environnement favorable aux entreprises (...) stimuleront les ventes et la rentabilité », a avancé de son côté Jose Torres, d'Interactive Brokers.

ÉTATS-UNIS

Les estimations de production de maïs et soja abaissées

Le ministère américain de l'Agriculture (USDA) a revu en baisse vendredi ses estimations de production de maïs et de soja aux États-Unis, à cause d'une baisse des rendements, alors que la récolte américaine arrive à sa fin. L'USDA prévoit désormais une récolte de 384,6 millions de tonnes de grain jaune pour la campagne américaine 2024-25, soit 1,54 million de moins qu'annoncé lors de sa précédente projection publiée en octobre, selon le rapport mensuel WASDE (World agricultural supply and demand estimates). «La progression de la récolte américaine de maïs a permis d'ajuster les rendements à la baisse (...) et

cela entraîne un repli de la production», a commenté Gautier Le Molgat, PDG d'Argus Media France. «Cela prend un peu tout le monde par surprise (...) on voit finalement que (les rendements) n'étaient peut-être pas si bons que ça», a souligné Damien Vercambre, courtier du cabinet Inter-Courtages. Dans le même temps, les estimations de production mondiale de maïs ont été revues en hausse (+2,21 millions de tonnes), notamment grâce à «l'Ouganda, le Malawi, la Biélorussie, le Mozambique, le Kenya et le Cameroun», selon l'USDA.

«Une petite claque»

Au niveau mondial, cette remontée de la production est toutefois compensée par une augmentation de la consommation estimée, qui a entraîné une réduction des stocks attendus en fin de période (-2,38 millions de tonnes). Le soja américain connaît également un coup de rabot de 3,28 millions de tonnes qui vient tirer la production mondiale vers le bas. «Il y a une baisse aux États-Unis des perspectives de production» due aux révisions «des rendements», a expliqué M. Le Molgat. La consommation mondiale de soja demeure

assez stable, cette baisse de production américaine se répercute sur les stocks mondiaux de fin de période, qui sont en baisse de 2,91 millions de tonnes. «Aussi bien en maïs et surtout en soja, il y a une petite claque, et cela fait remonter les prix», selon M Vercambre. Dans la foulée de la publication du rapport, les cours du maïs et du soja progressaient dans le vert. Côté blé, la production reste stable aux États-Unis, et en très légère hausse au niveau mondial, compensée toutefois par l'augmentation de la consommation mondiale. «C'est vraiment neutre» pour les cours de la céréale reine, a estimé M. Le Molgat.

CHINE

L'inflation ralentit en octobre, la consommation reste atone

L'inflation en Chine a encore ralenti en octobre, selon des données officielles publiées samedi qui traduisent une nouvelle fois une consommation des ménages en manque de vitalité dans la deuxième économie mondiale. L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0,3% en octobre sur un an, contre +0,4% en septembre, a indiqué le Bureau national des statistiques (BNS). Pékin multiplie les plans de relance ces derniers mois dans l'espoir de donner un coup de fouet à l'activité domestique, entre un allègement de la dette

des collectivités locales dévoilé vendredi et des aides massives au secteur de l'immobilier en crise annoncées mi-octobre. Cette dernière mesure de l'inflation est cependant en deçà des prévisions d'économistes sondés par l'agence Bloomberg (+0,4%). La Chine fait face à une faiblesse des prix et à un risque déflationniste, contrairement à de nombreuses économies occidentales qui ont été confrontées ces dernières années à une inflation élevée. Fin 2023, le géant asiatique a plongé dans la déflation pendant quatre mois,

enregistrant en janvier la plus forte contraction des prix à la consommation en 14 ans. En octobre, les prix départ usine ont baissé de 2,9% sur un an en octobre, contre un recul de 2,8% en septembre, a ajouté le BNS. Cette série déflationniste dure depuis fin 2022. "Des mesures de relance ciblant la consommation seraient plus efficaces pour encourager la demande intérieure et éviter d'aggraver le problème de surcapacité" de l'industrie chinoise, a estimé dans une note Zhiwei Zhang, économiste en chef de Pinpoint Asset Management, faisant état d'une "pression

déflationniste clairement persistante". Le Premier ministre Li Qiang s'est dit mardi "pleinement confiant" quant à la capacité de la Chine à atteindre son objectif de croissance du PIB d'environ 5% en 2024. Néanmoins, le pays a connu en juillet-septembre sa croissance trimestrielle la plus faible depuis un an et demi, à 4,6%. Et la victoire mercredi à l'élection présidentielle américaine de Donald Trump, qui a promis d'imposer des droits de douane de 60% sur les produits chinois importés, accentue la pression sur Pékin.

TURQUIE

La banque centrale relève ses prévisions d'inflation

La banque centrale turque a relevé vendredi ses prévisions d'inflation et table désormais sur un taux à 44% pour la fin d'année, contre 38% lors de sa prévision d'août. "Nous avons révisé à la hausse nos prévisions d'inflation pour la fin 2024 et la fin 2025, à respectivement 44% et 21%. Nous prévoyons que l'inflation diminuera à 12% d'ici la fin 2026", a déclaré devant la presse le gouverneur de la banque centrale turque, Fatih Karahan. Ses équipes avaient estimé en août que l'inflation refluerait à 14% fin 2025 et à 9% avant la fin 2026. "La tendance sous-jacente de l'inflation s'améliore, mais plus lentement que prévu", a reconnu vendredi M. Karahan, excluant toute baisse prochaine du taux directeur, stable à 50% depuis mars, "afin de garantir la poursuite de la désinflation". L'inflation, alimentée par la faiblesse de la livre turque, a ralenti à 48,6% en octobre, contre 49,4% en septembre et après un pic à 75,45% en mai, selon les données officielles.

INONDATIONS EN ESPAGNE

Le bilan s'élève à 223 morts

Les inondations qui ont ravagé l'Espagne fin octobre, ont fait 223 morts, dont une grande majorité à Valence dans l'est du pays, ont rapporté des médias dans un nouveau bilan. Le ministre espagnol des Transports, Oscar Puente, a fait état sur les réseaux sociaux, de "223 morts", dont 215 décès enregistrés à Valence, sept à Castille-La Manche et un en Andalousie, alors que 78 autres étaient toujours portées disparues. Le ministre espagnol a précisé que 48 dépouilles n'avaient toujours pas été identifiées à ce jour, selon les mêmes sources. Un précédent bilan communiqué par les autorités locales, faisait état d'au moins 213 morts et 93 disparus. Le tribunal supérieur de justice de la région de Valence avait précisé mercredi, que le nombre de personnes disparues "peut augmenter ou diminuer en fonction des nouvelles identifications des personnes décédées, de l'augmentation du nombre de signalements de disparitions ou de la localisation des personnes en vie". Le 29 octobre dernier, l'Agence publique de météorologie avait émis un avertissement de mauvais temps dans différentes régions du pays en raison de fortes pluies, en relevant le niveau d'alerte au rouge dans le sud et l'est du pays.

MOTEUR 1.2 PURETECH EN OCCASION

Attention, il ne porte pas toujours le même nom

Entre ses déboires de fiabilité et sa revente de plus en plus compliquée, vous ne pouvez pas être blâmé si vous cherchez à éviter le moteur 1.2 PureTech. Mais restez méfiant, car ce trois-cylindres très répandu a arboré plusieurs noms au cours de sa carrière.

Alors qu'à l'origine elle voulait marier les notions de performance environnementale et de technologie, l'appellation 1.2 PureTech est devenue un repoussoir. Les problèmes de fiabilité de ce trois-cylindres essence sont désormais très médiatisés, et Peugeot a même renoncé totalement à l'utilisation de ce nom sur ses voitures neuves depuis septembre 2024. Mais, sur le marché de l'occasion, ce moteur demeure extrêmement répandu. Depuis son lancement, en 2012, l'ancien groupe PSA, aujourd'hui intégré à la galaxie Stellantis, l'a en effet abondamment utilisé. De ses petites citadines C1 et 108 au grand SUV 5008, rares sont les modèles à y avoir échappé. Il n'est donc pas forcément si facile d'éviter cette mécanique... surtout qu'elle a arboré différentes appellations en fonction de l'année de fabrication ou du constructeur qui l'utilisait.

Au commencement étaient les 1.2 VTi et 1.2 THP

Première à débarquer, en 2012, dans la première génération de Peugeot 208, la version atmosphérique de ce trois-cylindres a d'abord été baptisée 1.2 VTi. Elle lance alors une nouvelle famille de moteurs très modernes, répondant au code EB. La variante turbo, apparue au printemps 2014 sur la deuxième mouture de la 308 et encore plus problématique question fiabilité, s'est initialement appelée e-THP. PSA reprenait ainsi des sigles déjà employés pour les 1.4 et 1.6 essence qu'il avait développés en partenariat avec BMW, dans un souci de cohérence de gamme. Le petit "e" désignait ici simplement l'arrivée d'un Stop & Start avec alterno-démarrageur, sorte d'hybridation légère avant l'heure. Mais à cette époque-là, la réputation des 1.4 VTi, 1.6 VTi et surtout du 1.6 THP était déjà entachée. Le quatre-cylindres franco-bavarois avait en effet connu de graves déboires au niveau de sa chaîne de distribution. C'est sans doute pour ça que PSA a préféré changer son fusil d'épaule en passant à l'appellation PureTech, aussi bien en atmosphérique qu'en turbo. D'une certaine manière, l'histoire se répète aujourd'hui. Selon nos recherches, ce changement a débuté fin 2014 chez DS, marque tout juste créée la même année, sur la citadine DS 3. Citroën et Peugeot lui ont rapidement emboîté le pas.

Quels modèles ont reçu les 1.2 VTi et 1.2 THP ?

Si vous apercevez une annonce pour une voiture animée par un 1.2 VTi, 1.2 e-VTi, 1.2 THP ou 1.2 e-THP, ne soyez donc pas dupe. On trouve bien un 1.2 PureTech sous son capot, et il ne montrait alors pas plus robuste que dans les modèles ultérieurs. Les soucis d'usure trop prématurée de la courroie de surconsommation ou de surconsommation

d'huile étaient déjà d'actualité, même s'ils ont mis de longues années avant de faire parler d'eux. Après la Peugeot 208, la variante atmosphérique 1.2 VTi a débarqué dans la petite sœur 108, le SUV 2008 premier du nom et même dans la compacte 308. On l'a retrouvée également chez Citroën, sur les deuxièmes générations de C1 et de C3 comme sur le C4 Cactus. Sans parler de la DS3/DS 3, qui est née chez le constructeur aux chevrons avant de basculer chez DS lors du restylage de 2014. Le 1.2 THP est, lui, apparu sur la deuxième mouture de la Peugeot 308, puis sur la C4 deuxième du nom et le C4 Cactus. Mais le nom n'a été utilisé que brièvement. Dès le début, les 208, 2008, C3 ou DS 3 ont préféré l'appellation PureTech pour leurs variantes turbocompressées.

Chez Opel, on ne parle pas de PureTech

Après la création de DS, le groupe PSA s'est encore agrandi. En 2017, il a racheté Opel à l'américain General Motors. Il existait cependant des liens avec le constructeur allemand avant ça, puisque les SUV Crossland X et Grandland X, lancés la même année et conçus en amont de cette fusion, découlent d'un partenariat avec la société française. Le premier est ainsi un cousin du C3 Aircross, alors que le second découle de la deuxième génération de Peugeot 3008. Ces deux modèles ont donc bien eu droit au 1.2 PureTech. Même topo pour la Corsa actuelle, sortie en 2019, pour le Mokka deuxième du nom, commercialisé depuis 2021, pour le ludospace Combo Life ou encore pour la dernière Astra en date. Pourtant, vous ne retrouverez jamais cette appellation de PureTech chez

Opel. La marque a toujours préféré un simple "1.2" pour la déclinaison atmosphérique et "1.2 Turbo" pour la variante suralimentée, sans plus d'artifices. Gare donc encore une fois à ne pas vous faire avoir : on parle bien du même moteur baptisé différemment, avec les mêmes problèmes de fiabilité potentiels et une revente tout aussi complexe.

Quand Toyota invite le 1.2 PureTech dans sa gamme

Il y a un autre constructeur qui a employé la même mécanique et auquel on ne pense que rarement : Toyota. Eh oui, malgré sa réputation de fiabilité le plus souvent méritée, la marque japonaise a bien vendu quelques véhicules animés par ce sulfureux trois-cylindres. Elle ne s'en est pourtant pas servi pour sa deuxième génération d'Aygo, alors qu'il s'agit d'une proche parente des C1 II et 108. Cette citadine s'est contenté du trois-cylindres 1.0 maison, moins performant mais plus robuste. Le 1.2 PureTech n'est arrivé chez Toyota qu'au printemps 2019, avec le lancement du petit utilitaire Proace City et de sa déclinaison ludospace City Verso. Ce fourgon compact est en effet un jumeau des Citroën Berlingo et Peugeot Rifter, dont il se distingue seulement par quelques détails de style ou d'équipement. L'appellation 1.2 VVTi désigne donc ici un moteur 100% PSA/Stellantis. Ce modèle est toutefois le seul de la marque à avoir reçu cette mécanique, et il ne s'est que très peu vendu en essence. Le "piège" est donc assez facile à éviter... même si son 1.5 D-4D n'est pas forcément plus recommandé. Ce diesel n'est autre que le 1.5 BlueHdi, sujet à des soucis de

rupture de chaîne récurrents jusqu'à début 2023.

Le 1.2 "PureTech" actuel est-il encore un PureTech ?

Il reste enfin un dernier cas de figure que nous avons rapidement évoqué en préambule et qui concerne moins le marché de l'occasion : celui des 1.2 PureTech actuels, qui ne portent plus ce nom. On peut y voir une simple tentative désespérée d'effacer un passé peu glorieux. Mais cela reviendrait à simplifier un peu trop la situation. Au printemps 2023, Stellantis a commencé à déployer une toute nouvelle génération de son trois-cylindres. Apparue en catimini sur certains Opel Mokka, elle équipe aujourd'hui toutes les versions à hybridation légère 100 ou 136 ch de Stellantis et se répand de plus en plus sur les variantes 100% thermiques. En plus de recevoir une chaîne pour faire oublier les problèmes de dégradation prématurée de la courroie, elle a fait l'objet de profondes modifications. On ne parle donc plus tout à fait du même moteur, et il pourrait bien avoir enfin se montrer fiable... même s'il est encore trop tôt pour le savoir. Faute de recul suffisant pour l'instant, nous sommes en tout cas obligés de lui laisser le bénéfice du doute. À vous de voir si vous êtes prêts à faire de même... en sachant cependant que quelques rares modèles conservent encore, même en cette fin d'année 2024, la fameuse courroie. Vous pouvez vérifier sa présence simplement en soulevant le bouchon d'huile : si vous y voyez une lanière en caoutchouc, c'est que c'est encore l'ancienne génération de 1.2 PureTech.



VERS L'INFINIMENT PETIT

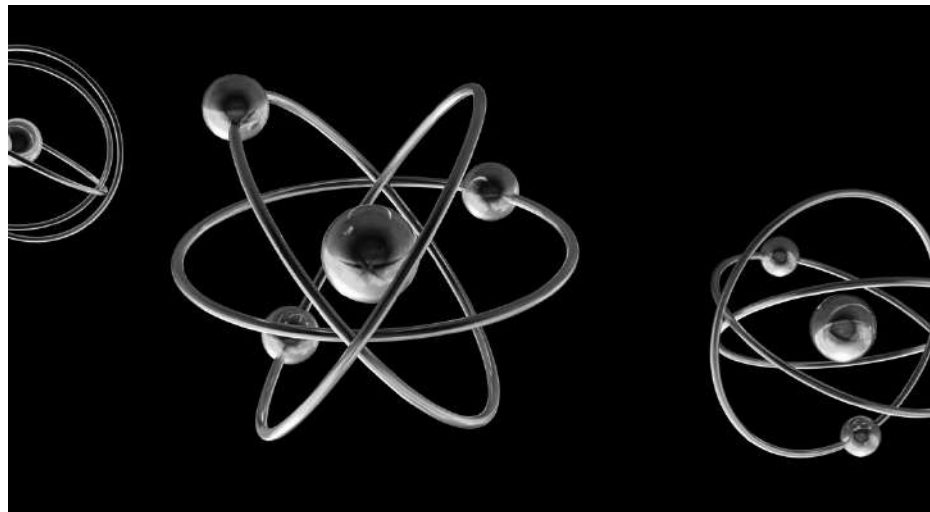
Des tourbillons quantiques observées dans un état de matière unique

Au cœur des Alpes autrichiennes, une équipe de physiciens a réalisé l'impensable en photographiant des tourbillons quantiques microscopiques au sein d'un état de matière à la fois solide et fluide. Grâce à cette prouesse technique, les chercheurs espèrent mieux comprendre les processus physiques qui se déroulent à l'intérieur des étoiles à neutrons.

Un des laboratoires de l'Université d'Innsbruck abrite une expérience qui défie notre compréhension de la matière. Des métaux des terres rares y sont portés à des températures extrêmes, se volatilissant à une vitesse comparable à celle d'un avion de chasse. Un dispositif sophistiqué de lasers et d'impulsions magnétiques intervient alors pour freiner brutalement ce gaz, le refroidissant jusqu'à des températures plus basses que celles des confins de l'espace interstellaire. Dans ces conditions extrêmes, les quelque 50 000 atomes présents perdent leur individualité pour fusionner ensuite en un état quantique unique. Une simple modification du champ magnétique ambiant suffit alors à faire apparaître d'infimes tourbillons. Les chercheurs d'Innsbruck ont enfin réussi à les observer ; un pas de plus dans la compréhension du monde quantique après l'expérience menée par l'Université de l'Indiana au mois d'octobre.

Des années de recherche pour capturer l'insaisissable

Ces tourbillons quantiques sont des excitations élémentaires de la matière qui apparaissent dans certains systèmes quantiques à basse température. Ils correspondent à des régions où la matière tourne autour d'un axe central de manière quantifiée. Cela signifie que la circulation de la matière dans le tourbillon



ne peut prendre que certaines valeurs bien définies, contrairement à un tourbillon classique qui peut tourner à n'importe quelle vitesse. La quête de Francesca Ferlaino et de son équipe illustre parfaitement la ténacité nécessaire en recherche fondamentale. Pendant trois années consécutives, ces physiciens ont perfectionné leurs techniques pour parvenir à immortaliser ces tourbillons, signature caractéristique d'un état de matière insaisissable. Ferlaino explique : « De nombreuses personnes m'assuraient que ce serait impossible, mais j'étais persuadé que nous allons y parvenir ». Cette persévérance a finalement abouti à la publication de leurs observations dans la prestigieuse revue Nature le 6 novembre, apportant la preuve irréfutable de l'existence des supersolides.

Cette phase de matière, prédite théoriquement en 1957, défie notre intuition en combinant des propriétés apparemment contradictoires : elle présente simultanément la rigidité caractéristique des solides et la fluidité parfaite des superfluides. Pour comprendre ce phénomène, il faut imaginer un matériau capable de s'écouler sans la moindre friction tout en maintenant une structure cristalline ordonnée. La formation de tourbillons quantiques lors de la rotation du matériau est justement la manifestation la plus probante de cette dualité unique : alors que le réseau cristallin tourne comme un solide, le fluide qui le compose génère des vortex caractéristiques des superfluides, confirmant ainsi la coexistence de ces deux états vraisemblablement incompatibles.

Des micro-tornades aux implications cosmiques

La méthode développée par l'équipe d'Innsbruck relève presque de la haute voltige expérimentale. Les chercheurs ont utilisé un champ magnétique comme instrument de précision pour agiter les champs magnétiques internes des atomes à une fréquence d'environ 50 Hz. Cette fréquence, soigneusement calibrée, permet de générer des vortex tout en préservant la délicate phase quantique du matériau. L'impact de ces découvertes dépasse largement le cadre de la physique quantique. Les vortex observés pourraient notamment expliquer certains comportements énigmatiques des pulsars, ces étoiles à neutrons en rotation rapide qui émettent des faisceaux de radiation avec une régularité comparable aux meilleurs horloges atomiques. L'équipe prévoit par la suite d'étudier en détail la dynamique de ces vortex : leur formation, leur déplacement et leur dissipation. Ces recherches pourraient notamment éclairer le mécanisme des « glitches », ces accélérations soudaines observées dans la rotation des pulsars. À terme, la compréhension approfondie de la dynamique de ces tourbillons pourrait également avoir des répercussions sur l'étude des supraconducteurs à haute température, qui présentent aussi des tourbillons quantiques.

Découverte d'oxygène noir dans les océan : faut-il s'en inquiéter ?

Au cœur des abysses, des scientifiques ont mis au jour un phénomène stupéfiant : de l'oxygène se forme spontanément dans l'obscurité totale, sans l'aide des plantes ni de la lumière. Un processus chimique inédit qui pourrait bouleverser notre compréhension des origines de la vie. Dans l'imaginaire collectif, l'oxygène est indissociable de la verdure et du soleil. Cette molécule vitale, produite par les plantes grâce à la photosynthèse, nécessite traditionnellement la présence de lumière. Du moins, c'est ce que nous pensions jusqu'à présent. Une équipe de chercheurs vient de démontrer le contraire dans un article publié cet été dans la revue Nature Geoscience, en découvrant une forme d'oxygène produite dans les ténèbres les plus profondes de nos océans – un phénomène rapidement baptisé « oxygène noir ».

Des cailloux qui fabriquent la vie

L'histoire commence lors d'une



série d'expériences menées dans la zone Clarion-Clipperton, une vaste plaine sous-marine située entre Hawaï et le Mexique. Les chercheurs, qui étudiaient initialement la consommation d'oxygène dans les sédiments marins, ont observé un phéno-

mène déconcertant : au lieu de diminuer, les taux d'oxygène augmentaient à mesure qu'ils cherchaient dans les profondeurs. Cette production mystérieuse d'oxygène serait liée à la présence de nodules polymétal-

liques, des concentrés minéraux riches en métaux précieux comme le lithium, le cobalt et le cuivre. Ces formations géologiques agiraient comme des cellules d'électrolyse naturelles, capables de décomposer l'eau en hydrogène et oxygène grâce aux courants électriques qu'elles génèrent. La quantité d'oxygène produite varierait selon le nombre de nodules présents et leur densité.

La malédiction de ce trésor des abysses

L'ironie de cette découverte ne manque pas de sel : ces nodules, véritables petits générateurs d'oxygène, sont aujourd'hui la cible des convoitises industrielles. Les géants miniers lorgnent sur ces gisements de métaux rares, indispensables à la fabrication des batteries et de nos appareils électroniques. Toutefois, extraire ces trésors pourrait perturber un mécanisme naturel dont nous commençons à peine à saisir l'importance. Face à ce dilemme, plusieurs nations réclament un moratoire

sur l'exploitation des fonds marins, craignant des dommages irréversibles aux écosystèmes abyssaux. Cette découverte de l'oxygène noir soulève des perspectives assez vertigineuses concernant notre compréhension des origines de la vie. Si la photosynthèse demeure le principal pourvoyeur d'oxygène sur Terre, ces nodules polymétalliques pourraient avoir joué un rôle insoupçonné dans l'apparition de la vie complexe. Ils représentent peut-être une des pièces manquantes du puzzle de l'évolution, suggérant l'existence de mécanismes alternatifs qui ont permis la production d'oxygène sur notre belle planète. Les scientifiques se trouvent désormais face à un nouveau mystère : comprendre le processus de formation de ces nodules au fil des millénaires et quel a été leur impact réel sur le développement de la vie marine. Les profondeurs océaniques n'ont visiblement pas fini de nous surprendre !

Mots fléchés

L'une des quatre humeurs Ils mettent à mort le taureau		Liquide vital Grosse maladresse devant le but		Placés à un endroit stratégique Aéronefs sans pilote		Traverse Pinguetux		L'une des quatre humeurs (trois mots)		Sa capitale est Mascate Capitale de la Lettonie		Risquée Vélia en latin	
								Engins de guerre					
Préfecture de l'Indre-et-Loire Il peut venir du cœur						Qui se rapporte aux lèvres Exaampère							
			Enlevée Pays d'Asie					Ardente Crédibles					
Subdivision d'un article Les espagnols et les portugais réunis							Coups portés sur un tambour				Grande école		Erode
						Partie tendre L'une des quatre humeurs				Pourfendre		Protège le tibia	
Celui des siciliens est connu au cinéma		Champion Proche de l'ADN			Plante purgative		Arbustes à fleurs jaunes						
				Arme rudimentaire Genre de méduse									
Fin d'infinifif			Pied de vigne Bonnes à résoudre pour Hercule Poirot			Compagnon de l'apôtre Paul				Film de Spielberg		Déployée	
Île de France	Vieux non Groupes de joueurs					Sans classement précis							
		Véto russe Le plus ancien continent				Enchâsse Esquivée							
C'était un ouvrage encyclopédique Laxatives					Fin de participe Teraseconde		Perdaient	Strontium		Commence le dimanche Utilisé fréquemment			
									Télévisions européennes Contre le passage du courant électrique				
Surveiller de près		Matous Conseillait mal									Comprimées		
					Lettre grecque Lien pour serrer			Paysage pittoresque					
Anneaux de cordage Baie jaune					Chicana pour un rien Pan de tissu							Le planche des vaches	
			Lieu du premier miracle de Jésus	Hasard de la vie Beau château normand			Poids à jeter Lever le cul			Sélénium			
L'une des quatre humeurs (deux mots)	Ennemi de la raie	Femelle du canard Poisson				Armée irlandaise							
					Il exploite un moulin Escadron de protection de l'Allemagne nazie								
Ils sont représentatifs des consommateurs Bandits sur la mer						Précis				Erbium			
						Natte							

L'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Algérie sont les plus visés

Ces deux dernières années, la part des attaques contre le secteur public et les sociétés financières en Afrique a considérablement augmenté, selon une étude de Positive Technologies, société russe de sécurité informatique. L'étude a été présentée lors de la conférence ministérielle Russie-Afrique qui se tient actuellement à Sotchi. Ainsi, 29% de toutes les attaques ont eu lieu contre le secteur public, 22% ont ciblé les organisations financières. Les hackers sont principalement attirés par les agences gouvernementales du Nigeria (27%), d'Algérie (17%), d'Éthiopie (12%) et d'Afrique du Sud (12%). Les secteurs les plus visés sont l'industrie et les télécommunications.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 10 novembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

COOPÉRATION

Le ministre des AE s'entretient à Sotchi avec son homologue russe

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a eu, avant-hier vendredi, des entretiens bilatéraux avec son homologue russe, Sergueï Lavrov, et ce, à l'entame de sa visite officielle à Sotchi en Russie où il devra participer aux travaux de la première conférence ministérielle du Forum de partenariat Afrique-Russie, indique un communiqué de ministère. La rencontre a permis d'évoquer l'état et les perspectives des relations de partenariat stratégique entre l'Algérie et la Russie, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des conclusions de la visite d'Etat effectuée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Russie en juin 2023, et des discussions qu'il a eues avec le Président de la Fédération de Russie, M. Vladimir Poutine, précise le communiqué. "Les deux parties ont également échangé les vues sur les questions les plus importantes aux niveaux régional et international, notamment les derniers développements au Moyen-Orient et dans la région du Sahel", conclut le communiqué.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR INSTALLE LE NOUVEAU WALI DE TIPASA «Priorité à l'amélioration des conditions de vie des citoyens»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a procédé, samedi à Tipasa, à l'installation de M. Ali Moulaï, au poste de nouveau wali de cette wilaya en remplacement de Aboubakr Esseddik Boucetta, nommé wali de Tizi-Ouzou. Dans une allocution prononcée à la cérémonie d'installation du nouveau wali, nommé dans le cadre du mouvement partiel dans le corps des walis et walis délégués opéré mardi dernier par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Merad a souligné «la nécessité d'accorder un intérêt prioritaire à l'amélioration des conditions de vie des citoyens à travers l'exploitation de toutes les ressources dont regorge la wilaya de Tipasa». Le ministre a relevé la «symbolique» du mouvement opéré dans le corps des walis en pleine célébration du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de Novembre, par lequel le président de la République «a voulu insuffler un nouvel élan pour le service du pays et la préservation du legs des Chouhada, d'une part, et intervient d'autre part, suite au renouvellement de la confiance en la personne de M. Abdelmadjid Tebboune et son élection pour un second mandat présidentiel».

«Un fait traduisant son extrême intérêt aux moindres détails de la vie quotidienne du citoyen», a estimé Merad, appelant le nouveau wali à «poursuivre les énormes efforts consentis par son prédécesseur, qui a remédié à l'énorme retard enregistré depuis trois (3) ans, en permettant à la wilaya de Tipasa de faire d'importantes avancées en matière de relance de tous les projets à l'arrêt, à leur tête le projet de transfert des eaux du barrage Kef Eddir, outre la levée de gel sur 17 projets, et les importantes réalisations en matière de développement des zones isolées». «Il est impératif d'exploiter toutes les ressources archéologiques, touristiques, agricoles et halieutiques de la wilaya pour améliorer les conditions de vie des citoyens, tout en réfléchissant à des initiatives pour relancer la dynamique de développement, parallèlement à la lutte contre les risques naturels, dont les inondations», a, par ailleurs, recommandé, le ministre. Après avoir noté la consécration de nombre de réalisations ces dernières années, «grâce à l'intérêt conféré par le président de la République aux zones isolées», le ministre a appelé «à la poursuite de cette démarche», en vue d'une «prise en charge plus efficiente» des zones rurales et montagneuses, notamment en matière de

transport, scolarisation et raccordement aux réseaux d'électricité, de gaz et d'eau. Ces instructions s'inscrivent au titre de «la mise en œuvre de la politique du président de la République, qui place le citoyen, la sécurité alimentaire et la sécurité hydrique au cœur de ses préoccupations», a-t-il noté, prévoyant «une nette amélioration dans la distribution d'eau potable en Algérie, grâce aux projets des cinq (5) Stations de dessalement de l'eau de mer (SDEM), parallèlement à la consécration de la sécurité alimentaire grâce aux projets de soutien aux cultures stratégiques». Merad a également exhorté le nouveau wali à encourager les industries de transformation et les activités de pêche et d'aquaculture, au même titre que la protection du littoral, d'autant plus que la wilaya compte une bande littorale de plus de 116 km, outre un couvert forestier dense, et des ressources touristiques et culturelles. Sur un autre plan, le ministre de l'Intérieur a recommandé de faire «prévaloir la vigilance pour faire face à la guerre de la drogue ciblant la jeunesse algérienne», saluant l'énorme travail consenti par Armée nationale populaire (ANP) et les services de sécurité pour faire face à ces crimes organisés et pour protéger les frontières.

R.N.

Publicité

anep
المؤسسة الوطنية للإصدار والنشر والكتاب
Entreprise Nationale de Communication d'Édition et de Publication

Vente en ligne de nos ouvrages
store-anep.poste.dz

Livraison dans les bureaux de poste des 58 Wilayas

www.anep.dz
Anep Groupe